



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 11 MAI 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix huitième jour d'avril 1912, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le :

District de Trois-Rivières.—M. Joseph Dupault, cultivateur, et J. Hormidas Doyon, agent d'assurance, de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet.

District de Gaspé.—M. Louis Côté, agent des Terres de la Couronne, de Cap Chat, comté de Gaspé.

District de Montmagny.—M. Gonzague Lafamme, agent des Terres de la Couronne, de Saint-Philémon, comté de Bellechasse.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinquième jour d'avril 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Gaspé.—M. Arthur S. Fournier, secrétaire de la commission scolaire de Grande-Vallée, comté de Gaspé.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trentième jour d'avril 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 11th MAY, 1912.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of April, 1912, to associate to the commission of the peace, for the :

District of Three Rivers.—Mr. Joseph Dupault, farmer, and J. Hormidas Doyon, insurance agent, of Saint Wenceslas, county of Nicolet.

District of Gaspé.—Mr. Louis Côté, Crown Lands agent, of Cap Chat, county of Gaspé.

District of Montmagny.—Mr. Gonzague Lafamme, Crown Lands agent, of Saint Philémon, county of Bellechasse.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth day of April, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Gaspé.—Mr. Arthur S. Fournier, secretary of the school commission of Grande Vallée, county of Gaspé.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of April, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District d'Arthabaska.—M. Joseph Edouard Lessard, gentilhomme, de Saint-Rémi, comté d'Arthabaska. 1889

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trentième jour d'avril 1912, de nommer M. Tancrède Pagnuelo, avocat, et conseiller en loi du Roi, de la cité de Montréal, commissaire pour recevoir à Paris, France, des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 1897

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du deuxième jour de mai 1912, de nommer M. Alphonse S. Pelletier, avocat, de la cité de Lachine, recorder de la ville de Lasalle. 1895

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 8 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

District de Montréal.—MM. William Patterson, Montréal; Frederick Parker Walton, Montréal; Tancrède Pagnuelo, Montréal; Oscar Sénécal, Montréal; Charlemagne Rodier, Montréal; Léon Garneau, Montréal. 1915

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trentième jour d'avril 1912, de nommer l'honorable Horace Archambault, de la cité de Montréal, juge-en-chef de la Cour du Banc du Roi, dans et pour la province de Québec, arbitre pour le règlement des comptes entre la Puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec, et entre ces deux provinces, conformément aux dispositions de l'acte 54 Vict., ch. 4. 1901

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du premier jour de mai 1912, de nommer M. Benjamin Nathaniel Wales, de Saint-André Est, médecin, coroner pour le district de Terrebonne. 1899.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq avril 1912, constituant en corporation MM. Emery Massicotte, entrepreneur, Elie Massicotte, marchand, Elzéar Lévesque, avocat, tous trois de Chicoutimi, Joseph Tremblay, Alexis, et Edmond Tremblay, tous deux entrepreneurs, de Sainte-Anne, dans les buts suivants :

Construire, détenir, développer, vendre, louer, engager, échanger, améliorer ou autrement disposer de biens-fonds et de toute propriété et de tout intérêt et droit qu'y s'y rattache;

Consolider, relier, subdiviser, et améliorer des terres pour la vente ou autrement, et convertir et approprier tous tels terrains en chemins, rues et autres facilités;

Eriger, construire, altérer, améliorer, décorer, meubler, donner à l'entreprise, entretenir et gérer des maisons, bâtiments et travaux de tous genres;

Faire les affaires de marchands en gros et en détail de toutes sortes d'effets, articles de marchandises, aussi les affaires d'entrepôt en général dans toutes ses branches et en général

District of Arthabaska.—Mr. Joseph Edouard Lessard, gentlemen, of Saint Rémi, county of Arthabaska. 1890

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of April, 1912, to appoint Mr. Tancrède Pagnuelo, advocate and King's Counsel of the city of Montreal, a commissioner to receive affidavits, at Paris France, under authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 1898

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the second day of May, 1912, to appoint Mr. Alphonse S. Pelletier, advocate, of the city of Lachine, recorder of the town of Lasalle. 1896

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 8th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, the following named persons :

District of Montreal.—Messrs. William Patterson, Montreal; Frederick Parker Walton, Montreal; Tancrède Pagnuelo, Montreal; Oscar Sénécal, Montreal; Charlemagne Rodier, Montreal; Léon Garneau, Montreal. 1916

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of April, 1912, to appoint the Honourable Horace Archambault, of the city of Montreal, chief justice of the Court of King's bench in and for the province of Quebec, arbitrator for the settlement of accounts between the Dominion of Canada and the provinces of Ontario and Quebec, and between the said two provinces, according to the provisions of the act 54 Vict., ch. 4. 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the first day of May, 1912, to appoint Mr. Benjamin Nathaniel Wales, of Saint Andrew East, physician, coroner for the district of Terrebonne. 1900

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty fifth day of April, 1912, incorporating Messrs. Emery Massicotte, contractor, Elie Massicotte, merchant, Elzéar Lévesque, advocate, all three of Chicoutimi, Joseph Tremblay, Alexis, and Edmond Tremblay, both contractors, of Sainte Anne, for the following purposes :

To construct, hold, develop, sell, lease, pledge, exchange, improve or otherwise dispose of real estate and of any property and any interest and right attached thereto;

To consolidate, unite, subdivide and improve lands for sale or otherwise, and convert and appropriate any such lands into roads, streets and other facilities;

To erect, construct, alter, improve, decorate, furnish, give by contract, maintain and manage house, buildings and works of all kinds;

To carry on the business of wholesale and retail merchants of all kinds of effects, articles of merchandise and the warehouse business in all its branches and generally for to deal in

pour le commerce et vendre tous les produits, provisions, matériaux et effets de toutes sortes;

Acquérir, acheter, prêter, louer, ou construire des vaisseaux à vapeur et autres vaisseaux, avec tout l'équipement et fourniture et les employer pour le transport des passagers, mailles et marchandises de toutes sortes, et de faire les affaires de transport de marchandises par terre et par eau, armateurs, garde-magasins, propriétaires de quais, propriétaires de barges, débardeurs et agents expéditeurs;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs, faire toutes affaires en rapport à la mise en force et en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée et nécessaire pour aider la compagnie à mettre en opération toutes ou aucune de ses entreprises avantageusement;

Acquérir par achat ou autrement, des biens meubles ou immeubles, pouvoirs d'eau, posséder par bail ou autrement toutes propriétés foncières ou immobilières aux fins de ses opérations, vendre, louer, donner à bail, échanger ou autrement aliéner ou hypothéquer, donner en gage ou grever ces dites propriétés foncières ou immeubles ou toute partie d'iceux de la manière, termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire les opérations d'entrepreneurs pour construction de chemin de fer, quais, bâtisses, ponts, draguage, etc, et généralement les opérations d'entrepreneurs dans toutes les branches;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes les maisons d'affaires de même nature que la sienne;

Donner et délivrer des parts payées de la compagnie en paiement de tout ou en partie de prix d'achat de toute propriété, immeubles, machineries, patentes ou droits, ou en paiement de services rendus et ouvrages faits pour la compagnie sous le nom de "Massicotte & Frère, Incorporée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1887 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. George Hamilton Thomson, rentier, de Québec, Oswald A. Porritt, gérant de la Jonquière Pulp Co. Ltd, de la ville de Jonquières, Harry E. Price, avocat, de la cité de Québec; Wm. Molson Dobell, rentier, de la cité de Québec, et Joseph Gérard Verreault, notaire, de la ville de Jonquières, dans les buts suivants:

Prêter de l'argent, prendre et tenir des hypothèques sur immeubles ou toutes autres garanties collatérales, prendre et tenir tout immeuble en fidéi-commis ou autrement comme garantie pour ou en paiement de prêts ou dettes dûs ou pouvant devenir dûs à la compagnie;

Faire les affaires de placements sur immeubles, faire des contrats avec des personnes et corporations dans le but de prélever, par paiements mensuels ou autres paiements périodiques, un fonds pour autoriser telles personnes et corporations à recevoir à même le fonds de la compagnie un prêt dans le but d'ériger ou acheter une ou plusieurs maisons ou autre titre de propriété, ou de bail ou tout autre objet semblable, telles avances devant être garanties par hypothèque ou autrement à

and sell any products, provisions, materials and effects of all kinds;

To acquire, purchase, loan, lease or construct steam or other vessels with the equipment and furnishing, and employ same for the conveyance of passengers, mail and merchandise of all kinds, and to carry on the business of freighting merchandise by land and by water, shipowners, warehouse-men, wharf owners, barge owners, lighter-men and forwarding agents;

To do all such acts and exercise all the powers and do all such things in connection with the putting into force and carrying out the objects for which the company is incorporated and necessary to aid the company in putting into operation all or any of its undertakings advantageously;

To acquire by purchase or otherwise moveable or immoveable property, hold by lease or otherwise any landed or immoveable property for the purposes of its operations, sell, ease, let, exchange or otherwise alienate or hypothecate, pledge or encumber the said landed or immoveables property or any part thereof in the manner and on the terms and conditions deemed advisable;

To carry on operations as contractors for the building of railways, wharves, buildings, bridges dredging, etc, and generally the business of contractors in all branches;

To acquire the assets and the goodwill of any business houses of a similar nature to its own;

To give and deliver paid up shares of the company in payment of the whole or part of the purchase price of any property, immoveable, machinery, patents or rights, or in payment for services rendered to and work done for the company, under the name of "Massicotte & Frère Incorporée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1888 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. George Hamilton Thomson, gentleman, of Québec, Oswald A. Porritt, manager of Jonquière Pulp Co. Ltd, of the town of Jonquières, Harry E. Price, advocate, of the city of Québec, Wm. Molson Dobell, gentleman, of Québec and Joseph Gérard Verreault, notary, of the town of Jonquières, for the following purposes:

To loan money, take and hold hypothecs on real estate or any other collateral security, take and hold any immoveable in trust or otherwise as security for or in payment of loans or debts due or about to become due to the company;

To carry on the business of investment in real estate to make contracts with persons and corporations for the purpose of levying, by monthly or other periodical payments, a fund to authorize such persons and corporations to receive out of the fund from the company, a loan for the purpose of erecting or purchasing one or more houses or other title to property, or lease or any other similar object, such advances to be secured by hypothec or otherwise to the company until the amount or value of

la compagnie jusqu'à ce que le montant ou valeur du dit prêt soit remboursé à la compagnie avec les intérêts d'icelui et toutes autres cotisations et autres dettes ;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce, des biens, de l'actif ou du passif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaire que la compagnie est autorisée d'entreprendre et possédant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie, et ce dans les comtés de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean ou ailleurs ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utiles pour atteindre l'un de ses objets ;

Etablir ou organiser toute compagnie dans le but d'acquérir la totalité ou partie des propriétés, droits ou obligations de la compagnie et pour toutes autres objets qui pourront sembler directement ou indirectement à l'avantage de la compagnie ;

Acquérir des terrains ou propriétés immobilières ou intérêts sur des terrains ou propriétés immobilières ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer des dits terrains ou propriétés immobilières ; diviser et subdiviser, distribuer et déterminer le mode de distribution des dits terrains entre les actionnaires ou les acquéreurs ;

Faciliter l'achat, la vente, le loyer et la possession d'immeubles et faire tous contrats en rapport avec iceux ; cultiver, ériger des bâtisses et faire toutes autres améliorations sur ces immeubles ou terrains ; prendre ou recevoir des hypothèques sur iceux, pour le prix d'achat ou telles autres garanties et à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu avec les pouvoirs suivants ;

Emprunter et hypothéquer tous ou partie des terrains ou propriété immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits et garanties et appartenant à la compagnie et lui provenant soit de la vente de terrains ou d'autres sources ; emprunter de l'argent de personnes ou corporations en émettant des billets, obligations ou débetures, donner et passer des hypothèques pour le prix d'achat ou achats d'immeubles par la compagnie sur les terrains achetés ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie, et ce, aux conditions et à tel taux d'intérêts qui pourrait être convenus ;

Payer en actions libérées toutes obligations qu'elle aura pu contracter ;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à, ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toutes compagnie ou compagnies constituées en corporation ayant des objets entièrement ou en partie semblables à ceux de la compagnie, pour tels prix et considérations, et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autre valeurs de telle compagnie ; et en général de faire toutes telles choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie ;

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaires, détenir ou acheter des débetures d'une ou plusieurs compagnies constituées en corporation ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie, aux assemblées de ces compagnies, dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tel procureur ou représentant soit lui-même un actionnaire de ces compagnies, sous le nom de "The Kenogami Loan Company", avec un capital de

the said loan be repaid to the company with the interest on same and any other taxes and other debts ;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or part of the business, property, assets and liabilities of any persons or companies carrying on a kind of business that the company is authorized to undertake and holding property useful in attaining the purposes of the company, and such within the counties of Chicoutimi and Lake Saint John or elsewhere ;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful to attain any of its objects ;

To establish or organize any company for the purpose of acquiring the whole or part of the property, rights or obligations of the company and for any other objects that may seem directly or indirectly to the advantage of the company ;

To acquire lands or immoveable property or interests in lands or immoveable property ;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of the said lands or immoveable property, divide and subdivide, distribute and determine the mode of distribution of the said lands amongst the shareholders or the purchasers ;

To facilitate the purchase, sale, rental and the possession of real estate and make any contracts in connection with same ; to cultivate, erect buildings and make any other improvements on the said immoveables and lands ; to take or receive hypothecs on same, for the purchase price, or such other securities, and at such rate of interest as may be agreed upon, with the following powers ;

To borrow on and hypothecate the whole or part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for any loans, any hypothecs or other rights and securities belonging to the company and accruing to it either from the sale of lands or other sources ; to borrow money from persons or corporations by issuing notes, bonds or debentures, to give and execute hypothecs for the purchase price or prices of immoveables by the company on the lands purchased or any other land or property belonging to the company, and such, on the conditions and at such rate of interest as may be agreed upon ;

To pay for any obligations the company may contract with paid up shares.

To sell, assign and alienate its franchises or some or the whole of the rights, privileges and powers conferred on or held by the company under its charter, and its undertakings or any part thereof, to any incorporated company or companies having objects entirely or partly similar to those of the company, for such price and consideration and on such terms and conditions as it may deem advisable, and particularly for the preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of such company, and generally to do all and every such things in connection with the carrying out of the objects of the company ;

To hold, subscribe and pay for the shares, become shareholders, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies ;

To appoint an attorney or representatives to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of the companies of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of such companies, under the name of "The Kenogami Loan Company", with a ca-

cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Kénogami, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

1883 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Henri Loudin, agent, de Kénogami, Harold C. Hick, ingénieur de Jonquières, C. Edgar Fortier, gérant de banque, de Jonquières, Joseph Gérard Verreault, notaire, de Jonquières, Médéric Gagné, industriel, de Jonquières, Joseph Bergeron, Ligori, rentier, de Kénogami, François Angers, cultivateur, de Jonquières, Joseph Bergeron, Treflé, rentier, de Kénogami, Philippe P. Helleur, marchand de Kénogami, et Haby Labad, contracteur, de Kénogami, dans les buts suivants :

Fabriquer des portes, des châssis, des meubles, et faire tous autres travaux de menuiserie en général ;

Entreprendre et faire par eux-mêmes ou par d'autres tous travaux de construction de maison et autres édifices quelconques en tout ou en parties ;

Acheter ou vendre du bois, manufacturé ou non manufacturé, faire tout ce qui est nécessaire à la préparation du bois, s'occuper de tout ce qui est nécessaire à la préparation du bois, s'occuper de tout ce qui se rapporte à la construction en général ;

S'occuper des ouvrages de peinture, tapisserie et ornementation des maisons et édifices publics ou autres ;

Manufacturer, vendre, échanger, louer et réparer des meubles et articles de ménage, voitures et instruments d'agriculture de toute sorte ;

Faire et tenir tout commerce en général ;

Acquérir des terrains ou propriétés immobilières ou intérêts sur des terrains ou propriétés immobilières ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer des dits terrains ou propriétés immobilières ; ériger, cultiver, et faire toutes autres améliorations sur des bâtisses ; et terrains ; prendre et recevoir des hypothèques sur ceux, pour le prix d'achat ou teles autres garanties et à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu, avec les pouvoirs suivants ;

Emprunter et hypothéquer tous ou en partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie et lui provenant soit de la vente des terrains ou d'autres sources, emprunter de l'argent de personnes ou corporations en émettant des billets, obligations ou débetures, donner et passer des hypothèques pour le prix d'achat ou achats d'immeubles par la compagnie sur les terrains achetés ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie, et ce, aux conditions et à tel taux d'intérêt qui pourront être convenu ; prendre et tenir tout immeuble en fideli-commis ou autrement comme garantie pour ou en paiement de prêts ou dettes dus ou pouvant devenir dus à la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce des biens, de l'actif ou du passif de toute personne ou compagnie faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'entreprendre ;

Acheter, vendre, louer ou échanger toute propriété immobilière, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou utile pour atteindre l'un de ses objets ;

pital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the village of Kenogami, district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

1884 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1912, incorporating Messrs. Henri Loudin, agent, of Kenogami, Harold C. Hick, engineer, of Jonquières, C. Edgar Fortier, bank manager, of Jonquières, Joseph Gérard Verreault, notary, of Jonquières, Médéric Gagné, manufacturer, of Jonquières, Joseph Bergeron Ligori, gentlemen, of Kenogami, François Angers, farmer, Jonquières, Joseph Bergeron, Treflé, gentleman, of Kenogami, Philippe P. Helleur, merchant, of Kenogami, and Haby Labad, contractor, of Kenogami, for the following purposes :

To manufacture doors, windows, furniture and all other kind of joiner's work in general ;

To undertake and carry out by themselves or by others the work of building houses and other buildings whatsoever, in whole or in part ;

To purchase or sell manufactured or unmanufactured lumber, do anything that is necessary for the preparation of wood, and engage in anything in connection with building in general ;

To engage in painting, papering and ornamenting of houses and public or other buildings ;

To manufacture, sell, exchange, lease and repair furniture and household effects, vehicles and agricultural implements of all kinds ;

To carry on and maintain any business generally ;

To acquire lands or immoveable property or interests therein ;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of the said lands or immoveable property ; to erect, cultivate and carry out any other improvements on buildings and lands ; to take and receive hypothecs on same for the purchase price or such other securities and at such rate of interest as may be agreed upon, with the following powers :

To borrow on and hypothecate the whole or a part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for all loans, any hypothecs or other rights and securities belonging to the company and accruing to it either from the sale of lands or other sources ; to borrow money from persons or corporations by issuing notes, bonds or debentures, to give and execute hypothecs for the purchase price or prices of immoveables by the company on the lands purchased or on any other land or property belonging to the company, and such, on the conditions and at such rate of interest as may be agreed upon ; to take and hold any immoveable in trust or otherwise as security for or in payment of loans or debts due or about to become due to the company ;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on any kind of business that the company is authorized to undertake ;

To purchase, sell, lease or exchange any immoveable property, rights or privileges that the company may deem necessary or useful to attain any of its objects ;

Payer en actions libérées toutes obligations qu'elle aura pu contracter ;

Vendre, céder et aliéner ses franchises, et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à, ou possédés par la compagnie en vertu de sa charte, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles, à toutes compagnies ou compagnies constituées en corporation ayant des objets entièrement ou en partie semblables à ceux de la compagnie ; pour tels prix et considérations, et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable, et particulièrement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telle compagnie ; et en général de faire toutes telles choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie ;

Détenir, souscrire et payer des actions, devenir actionnaires, détenir ou acheter des débetures, d'une ou plusieurs compagnies constituées en corporation ;

Nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie, aux assemblées de ces compagnies, dont elle peut détenir ou acquérir les actions, bons ou autres valeurs pourvu que tel procureur ou représentants soit lui-même un actionnaire de ces compagnies, sous le nom de "Kenogami Sash & Door Factory, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en mille neuf cents (1,900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Kénogami, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD.

1909

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Napoléon Sarrasin, marchand, Thomas Préfontaine, marchand, D. F. Deslauriers, contracteur, Charles Lussier, gérant, Edouard Sarrasin, manufacturier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois de charpente, de service et autres ; vendre, acheter, transporter le bois en question, manufacturer, fabriquer, vendre, acheter, et construire toutes bâtisses, parties de bâtisses ou autres ouvrages en bois, contracter et entreprendre et tenir clos et entrepôts à ce sujet, soit par soumissions ou autrement ; obtenir et utiliser les services de tous employés nécessaires ; acheter et acquérir tout l'actif et le passif actuels de "Itzweire & Sarrasin" consistant en immeubles, constructions, fonds de commerce, bois préparé et non préparé, machineries, bouilloires, chevaux, voitures et harnais, roulant, contrats, dettes actives et passives, achalandage, le tout moyennant un prix payable en argent ou par actions libérées de la compagnie, en tout ou en partie et de continuer les opérations commerciales de cette raison sociale et en assurer toutes les dettes et obligations actuelles ; installer et opérer dans les prémisses de la compagnie tout appareil générateur d'électricité ; produire de l'électricité pour des fins de pouvoir, chauffage et éclairage ; vendre, livrer et autrement fournir tant sur les propriétés de la compagnie que dans le voisinage, dans les limites du comté d'Hochelega, le surplus d'énergie disponible ainsi produite, pourvu que le tout ne soit pas en contravention des droits actuellement existants ; acquérir, posséder et exploiter, vendre, louer, sous-louer, échanger et aliéner tous meubles, immeubles, brevets d'invention, bâtisses, constructions, réserves forestières et autres pouvoirs d'eau,

To pay for any obligations the company may contract with its paid up stock ;

To sell, assign and alienate its franchises or part or the whole of the rights, privileges and powers conferred on or held by the company under its charter and also its undertakings or any part thereof to incorporated company or companies having objects entirely or partly similar to those of the company, for such price and consideration and on the terms and conditions it may deem advisable, and particularly for the preferred or common shares, bonds, debentures or other securities of such company, and generally to do all such things in connection with the carrying out of the objects of the company ;

To hold, subscribe and pay for the shares, become shareholders, hold or purchase the debentures of one or more incorporated companies ;

To appoint an attorney or representative to assist and vote for and in the name of the company at the meetings of such companies of which it may hold or acquire the shares, bonds or other securities, provided that such attorney or representative be himself a shareholder of the said companies, under the name of "Kenogami Sash & Door Factory Limited", with a total capital of nineteen thousand dollars (19,000.00), divided into nineteen hundred (1,900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Kenogami, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD.

1910

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1912, incorporating Messrs. Napoléon Sarrasin, merchant, Thomas Préfontaine, merchant, D. F. Deslauriers, contractor, Charles Lussier, manager, Edouard Sarrasin, manufacturer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of and deal in timber, lumber and other wood, sell, purchase, transport the wood in question, manufacture, make, sell, purchase and construct any buildings, parts of buildings or other works of wood, contract and undertake and keep enclosures and stores-houses for such purpose, either by tender or otherwise ; to obtain and make use of the services of any employees necessary ; to purchase and acquire the whole of the actual assets and liabilities of "Itzweire & Sarrasin", consisting of immovables, structures, stock in trade, prepared and non prepared wood, machinery, boilers, horses, vehicles and harness, rolling stock, contracts, assets and liabilities, goodwill, the whole for a price payable in cash or paid up shares of the company, in whole or in part, and to continue the business operations of the said firm and be responsible for all the actual debts and obligations thereof ; to instal and operate upon the premises of the company any apparatus for generating electricity ; to produce electricity for the purposes of power, heat and light ; to sell, deliver and otherwise supply both on the property of the company and in the vicinity, within the limits of the county of Hochelega, the surplus energy disposable thus produced, provided that the whole is not in contravention of the presently existing rights ; to acquire, hold and exploit, sell, lease, sub-let exchange and alienate any moveables, immovables, patents of invention, buildings, structures, forestry reserve and other water

et ériger toutes usines et fabriques pour les fins d'existence de la compagnie; accepter des meubles et des immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie, ou accepter en garantie du paiement de ces dettes, des hypothèques, prendre des privilèges ou telles autres garanties que la compagnie jugera à propos; emprunter et hypothéquer tous ou en partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts toutes hypothèques ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie, ou vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques et garanties; emprunter de l'argent de toutes personnes et corporation en émettant des billets, obligations ou débetures ou des actions privilégiées; payer en actions libérées toutes obligations que la compagnie aura pu contracter; en général, faire toutes telles choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie où qui peuvent en faciliter l'opération, sous le nom de "Napoléon Sarrasin & Fils Limitée", avec un capital de deux cent soixante et quinze mille piastres (\$275,000.00), divisé en deux mille sept cent cinquante (2,750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1881 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq avril 1912, à la "Canada Mattress Manufacturing Company", par lesquelles elle a été autorisée d'augmenter son capital jusqu'au montant de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00), divisant le nouveau fonds social en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1885 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The American and Foreign Marine Insurance Company", de New-York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires, dans cette province, de malle enregistrée en transit de place en place au Canada.

Les nom et adresse du principal agent pour la province est M. Robert John Dale, Bâtisse Coristine, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec.

Avis est par le présent donné que "The British Dominions General Insurance Company, Limited", de Londres, Angleterre, a été licencié et enregistré pour faire les affaires, dans cette province, d'assurance contre le feu, en outre des affaires de Ocean and Inland Marine Insurances pour lesquelles elle a déjà été enregistrée.

Les nom et adresse du principal agent pour la province est M. Robert John Dale, Bâtisse Coristine, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec.

powers, and erect any shops and factories for the purposes of the existence of the company; to accept moveables and immovables in payment for debts due to the company, or accept as security for the payment of such debts, mortgages, take privileges or such other securities as the company may deem fit; to borrow on and hypothecate the whole or a part of the lands or immoveable property of the company, transfer as security for any loans, and hypothecs or other rights or securities belonging to the company, or sell and dispose of all such rights, hypothecs and securities; to borrow money from any persons or corporations by issuing notes, bonds, debentures or preferred stock; to pay for any obligations the company may contract with paid up shares; and generally do all and every such things in connection with the carrying out of the objects of the company or which may facilitate the operation thereof, under the name of "Napoleon Sarrasin & Fils Limitée", with a capital of two hundred and seventy five thousand dollars (\$275,000.00), divided into two thousand seven hundred and fifty (2,750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1882 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1912, to the "Canada Mattress Manufacturing Company", by which it has been authorized to increase its capital up to the amount of thirty nine thousand dollars (\$39,000.00), dividing the new capital stock into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1886 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The American and Foreign Marine Insurance Company" of New York, N. Y., has been registered to transact in this province the business of insuring registered mail in transit from place to place in Canada.

The name and address of the chief agent for the province is Mr. Robert John Dale, Coristine Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixth day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec.

Notice is hereby given that "The British Dominions General Insurance Company, Limited" of London, England, has been licensed and registered to transact in this province the business of Fire Insurance in addition to the businesses of Ocean and Inland Marine Insurances for which it has already been registered.

The name and address of the chief agent for the province is Mr. Robert John Dale, Coristine Building, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixth day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec.

Avis est par le présent donné que "The National Union Fire Insurance Company", de Pittsburg, Penna., a été enregistrée pour faire les affaires, dans cette Province, d'assurance contre le feu.

Les nom et adresse du principal agent pour la province est M. J. B. Morrissette, Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce sixième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec. 1907

No. 375.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Honoré, comté de Temiscouata, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Demers, les Nos 8 à 15 inclusivement, du 6e rang, les Nos 14 à 25 inclusivement, du 7e rang, les Nos 20 à 25 inclusivement, du 8e rang, et le lot No 25 du 9e rang qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet 1912.

No. 4154.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Onslow sud, comté de Pontiac, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Onslow, la demi nord du lot No 12, et la demi ouest de la demi nord du lot No 13, du 5me rang, contenant en tout 150 acres en superficie, et d'annexer ce territoire à celle de Onslow centre, dans le même comté.

No. 4352.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Spalding, comté de Beauce, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Spalding, les Nos. 1 à 13, inclusivement, du 1er rang, et de les annexer à celle de Saint-Samuel de Gayhurst, même comté.

No. 55.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Elzéar, comté de Beauce, le bien-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Elzéar, le No 478, et de l'annexer à celle de Saint-Séverin, même comté.

Notice is hereby given that the "National Union Fire Insurance Company" of Pittsburgh, Penna., has been registered to transact in this province the business of Fire Insurance.

The name and address of the chief agent for the province is Mr. J. B. Morrissette, Québec.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this sixth day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec. 1908

No 375.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

Québec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th April, 1912, to annex to the school municipality of Saint Honoré, county of Temiscouata, the lots bearing on the official cadastre of the township Demers, the Nos. 8 to 15 inclusively, of the 6th range, the Nos. 14 to 25 inclusively, of the 7th range, the Nos. 20 to 25 inclusively, of the 8th range, and lot No. 25, of the 9th range, which do not belong to any school municipality.

This annexation will take effect on the first of July only.

No. 4154-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

Québec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of South Onslow, Pontiac county, the north half of lot 12 and the west half of north half of lot 13, in the fifth range of Onslow, containing in all one hundred and fifty acres, and to annex it to the school municipality of Centre Onslow, same county.

No 4352-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

Québec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council of 30th April, 1912, to detach from the school Municipality of Spalding, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the township Spalding, the Nos. 1 to 13 inclusively, of the 1st range, and to annex same to that of Saint Samuel de Gayhurst, same county.

No. 52.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

Québec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of Saint Elzéar, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Elzéar, the No. 478, and to annex same to that of Saint Séverin, same county.

No 2455-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Delimitation de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Raymond, paroisse, comté de Portneuf, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, les Nos 567 et 568, et de les annexer à celle de Saint-Raymond, village.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet 1912. 1903

No 2731-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, comté de Mégantic, tout le territoire compris dans les limites assignées au village de Robertsonville par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 7 août 1909, de plus, la demie sud-ouest du lot No 7, le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 5e rang du canton Thetford; le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 6ème rang, du même canton, et d'ériger le tout en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Robertsonville", même comté.

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet 1912.

No 1621.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Saint Gabriel de Brandon, comté de Berthier, tout le territoire compris dans les limites assignées au village de Saint Gabriel de Brandon, par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 12 décembre 1892 et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint Gabriel de Brandon village.

No 235.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Erection de municipalités scolaires.*

Québec, 7 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de chacune des municipalités scolaires de Saint-Edouard, de St-Jean de la Croix et de Villeray, comté d'Hochelaga, tout le territoire compris dans les limites assignées à la paroisse de Sainte-Cécile par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 18 novembre 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Cécile.

No. 2455.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Fixing boundaries of school municipalities.*

Quebec, 7th May, 1912

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of Saint Raymond, parish, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Raymond, the Nos. 567 and 568, and to annex same to that of Saint Raymond, village.

This annexation will take effect on the 1st of July, 1912. 1904

No. 2731.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

*Erection of school municipalities.*

Quebec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of Saint-Cœur de Marie, county of Mégantic, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the village of Robertsonville by proclamation published in the "Official Gazette" of the 7th August, 1909, moreover, the south west half of lot No. 7, lot No. 8, and the north east half of lot No. 9, of the 5th range of the township of Thetford, lot No 8 and the north east half of lot No. 9 of the 6th range of the same township, and to erect the whole into a separate school municipality, under the name of "Robertsonville", same county.

This erection will take effect on the 1st July, 1912, only.

No 1621.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of a school municipalities.*

Quebec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, the whole of the territory comprized within the limits assigned to the village of Saint Gabriel de Brandon, by proclamation published in the "Official Gazette" of the 12th December, 1892, and to erect same into a separate school municipality under the name of village of Saint Gabriel de Brandon

No. 235.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Erection of school municipalities*

Quebec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th April, 1912, to detach from each of the school municipalities of Saint Edouard, Saint Jean de la Croix and Villeray, county of Hochelaga, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the parish of Sainte Cecile by proclamation published in the "Official Gazette" of the 18th November, 1911, and to erect same into a separate school municipality under the name of Sainte Cecile.

No 4261-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

*Erection de municipalités scolaires.*

Quebec, 7 mai 1912

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil du 30 avril 1912, de détacher de la municipalité scolaire d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, tout le territoire assigné à la paroisse de Saint-Anselme, par décret canonique publié dans la "Gazette officielle" du 18 mars 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Anselme.

1905

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Stanstead, le cercle ci-dessous est autorisé, sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Magog".

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 9 mai 1912

1937

## LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Avis est par le présent donné qu'une Société Coopérative Agricole a été constituée par Napoléon Villeneuve et autres, dans le comté de Québec, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame des Laurentides", et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

L'honorable ministre de l'agriculture de la province de Québec autorise la formation de cette société.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'agriculture.

Québec, 8 mai 1912.

1929

La formation d'une association sous le nom de "La Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Viel", a été autorisée par ordre en conseil en date du 8 de mai 1912.

Le but de la société est mentionné dans sa déclaration pour venir en aide de ses membres malades au moyen d'allocation hebdomadaire, et aider aussi au moyen d'indemnité funéraire les bénéficiaires ou héritiers d'un membre décédé y ayant droit.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q., 1909, ce huitième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec.

1931

No. 4261.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION,

*Erection of school municipalities.*

Quebec, 7th May, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council of the 30th April, 1912, to detach from the school municipality of Hochelaga, county of Hochelaga, the whole of the territory assigned to the parish of Saint Anselme by cononical decree published in the "Official Gazette" of the 18th March, 1911, and to erect same into a separate school municipality, under the name of Saint Anselme.

1906

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Stanstead, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the municipality of the township Magog."

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 9th May, 1912.

1938

## ACT RESPECTING CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS.

Notice is hereby given that a Cooperative Agricultural Association has been formed by Napoléon Villeneuve and other, in the county of Quebec, under the name of "Notre-Dame des Laurentides Cooperative Agricultural Association", and that its principal place of business is in the parish of Notre-Dame des Laurentides.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Honorable minister of agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 8th May, 1912.

1930

The formation of an association under the name of "La Caisse de Maladie et de Frais Funéraires de la Cour Viel", has been authorized by order in council dated the 8th of May, 1912.

The purpose of the society is set forth in its declaration to be to come to the aid of its sick members by means of a weekly allowance, and also to assist by means of a funeral indemnity the beneficiaries or heirs of a deceased member thereto entitled.

The head office of the society, is in the city of Montréal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this eighth day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec.

1932

Québec, 9 mai 1912.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur, par arrêté ministériel, en date du 8 mai, 1912, d'autoriser en faveur de Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, écrivain, notaire public, pratiquant et demeurant à Warwick, comté et district d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Edouard-Hippolyte Laliberté, pratiquant en son vivant à Deschailions, district de Québec; le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,  
Secrétaire de la province.

1935

No 2150.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mai 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant de l'Instruction Publique donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de chacune des municipalités scolaires de St-Michel, de St-Charles et de St-Raphaël, comté de Bellechasse, tout le territoire actuellement compris dans les limites assignées à la paroisse de St-Gabriel de la Durantaye par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 20 août 1910, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Gabriel de la Durantaye, dans le même comté.

1927

No 1854-10.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 25 avril 1912.

Demande a été faite au surintendant de l'Instruction Publique pour que l'ordre-encensel No 486, du 15 juin 1911, soit annulé, et pour détacher les lots 1 à 8, tous deux inclusivement, lot 10, la partie nord du lot 12 et les lots 13 à 340, tous deux inclusivement, comprenant la ville de Scotstown, de la municipalité scolaire de Hampden, comté de Compton, et les ériger en une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Scotstown".

1783

No 3600-10.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 25 avril 1912.

Demande est faite au surintendant de l'Instruction Publique de détacher le lot 36 du deuxième rang et les lots 34 et 35 du troisième rang de Arundel, comté d'Argenteuil, de la municipalité scolaire de Arundel, et de détacher les lots 40, 41, 42, 43 du cinquième rang, les lots 35, 39, 40, 41, 42, 43 du sixième rang, et les lots 34, 35, 41 et 44 du septième rang du canton de Ponsonby, comté d'Ottawa, de la municipalité scolaire de Ponsonby, et annexer les susdits lots à la municipalité du canton de Amherst (Rockway Valley), comté d'Ottawa, pour les fins scolaires.

1785

No 1545-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Beaudet", comté de Témiscouata, les six premiers rangs du canton Beaudet, moins les rangs A et B, ainsi que les lots 44 à 54 inclusivement du 1er rang, les lots Nos 45 à 54 inclusivement du 2ème rang, et aussi les lots Nos 49 à 54 inclusivement du 3ème rang qui font déjà partie de la municipalité scolaire de Saint-Cyprien.

Le territoire dont on demande l'érection n'appartient à aucune municipalité scolaire.

1823.2

Quebec, 9th May 1912.

Notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec has been pleased, on the 8th of May, 1912, to authorize in favor of Joseph Eugène Edgar Laliberté, esquire, notary public, practising and residing at Warwick, county and district of Arthabaska, the transfer of the minutes, repository and index of the late Edouard Hippolyte Laliberté, in his lifetime practising at Deschailions, district of Quebec; the whole in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,  
Provincial Secretary.

1936

No. 2150.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 7th May, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from each of the municipalities of St. Michel, of St. Charles and St. Raphael, county of Bellechasse, the whole of the territory presently comprised within the limits assigned to the parish of St. Gabriel de la Durantaye by proclamation published in the Official Gazette of the 20th August, 1910, and to erect same into a separate school municipality under the name of St. Gabriel de la Durantaye, in the same county.

1928

No. 1854-10.

Department of Public Instruction.

Quebec, 25th April, 1912.

Application has been made to the superintendent of Public Instruction to have order in council No. 486, of 15th June, 1911, cancelled, and to detach lots 1 to 8, both inclusive, lot 10, the north part of lot 12, and lots 13 to 340, both inclusive, comprising the town of Scotstown, from the school municipality of Hampden, Compton county, and to erect them into a distinct school municipality under the name of "Scotstown".

1784

No. 3600-10.

Department of Public Instruction.

Quebec, 25th April, 1912.

Application is made to the superintendent of Public Instruction to detach lot 36 of the second range, and lots 34 and 35 of the third range of Arundel, Argenteuil county; from the school municipality of Arundel; and to detach lots 40, 41, 42, 43, of the fifth range, lots 35, 39, 40, 41, 42, 43 of the sixth range, and lots 34, 35, 41 and 44 of the seventh range of the township of Ponsonby, Ottawa county, from the school municipality of Ponsonby, and to annex all the foregoing lots to the municipality of the township of Amherst (Rockway Valley), Ottawa county, for school purposes.

1786

No 1545.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of "Township Beaudet", county of Témiscouata, the six first ranges of the township Beaudet, minus the ranges A and B, and the lots 44 to 54 inclusively of the 1st range, the lots Nos. 45 to 54 inclusively of the 2nd range, and also the lots Nos. 49 to 54 inclusively of the 3rd range which already form part of the school municipality of Saint-Cyprien.

The territory application for which is made to be erected does not belong to any school municipality.

1824

18.12.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des R. S. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Wickham ouest, comté de Drummond, le bien fonds ayant au cadastre officiel du canton Wickham, le No 28 du 7e rang et de l'annexer à celle de Saint-Germain de Grantham, même comté.

1825.2

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date vingt-sixième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Timothy George Cagney, manufacturier, New-York, E. U. A., Frank Rockford Heisler, voyageur, de Paterson, N. J. U. S. A., William Feirley Hamilton, teneur de livres, Montréal, George Whittaker, comptable, Montréal, Henri Albany Beauregard, protonotaire, Saint-Hyacinthe, Alphonse Gervais, gérant, Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Posséder et mettre en opération des parcs et autre places d'amusement pour le public, et tous leurs accessoires, tels que concerts, spectacles et productions dramatiques, vues animées, expositions, scènes de chemins de fer, chemins de fer en miniature, merry-go-rounds, loup-the-loup, ballons, aéroplanes et autres attractions, et charger des honoraires pour le transport et l'admission aux dits parcs et pour jouir des dites attractions ;

Faire les opérations de courses d'automobile, courses de chevaux et de jeux de toute sorte et posséder et mettre en opération des estrades, abris, garages, étables, restaurants, omnibus, automobiles et autres commodités et accessoires, et charger des honoraires et rémunérations pour l'usage et jouissance d'iceux ;

Vendre, louer ou concéder autrement aucune des dites attractions et le privilège de les mettre en opération ;

Acquérir, louer, vendre et hypothéquer toutes les propriétés, biens et effets, meubles et immeubles, découvertes, patentes, marques de commerce, permis et concessions, en faire le commerce, les manufacturer et les mettre en opération, soit comme patron ou agent ;

Faire les affaires de messagers publics pour voyageurs et pour effets et marchandises, et faire tous contrats avec les messagers ordinaires et autres personnes, qui peuvent être nécessaires pour les fins et objets de la compagnie ;

Emettre toute partie du capital-actions de la compagnie en paiement pour aucuns biens ou effets, meubles et immeubles, et pour tous baux, privilèges ou droits, ou autre affaire d'aucune valeur à la compagnie ;

Souscrire, acquérir et posséder toutes actions, débetures ou autres valeurs de toutes compagnies ou corporations, et émettre ses propres actions, débetures ou autres valeurs en faveur de toutes autres compagnies ou corporations, et s'amalgamer avec icelles, sous le nom de "American Amusement Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec, Canada.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le vingt-sixième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1791

Sous-secrétaire de la province.

818.12.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th April 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Wickham West, county of Drummond, the lot bearing on the official cadastre of the township of Wickham, the No. 28 of the 7th range, and to annex same to that of Saint Germain de Grantham, same county.

1826

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth April, 1912, incorporating Messrs. Timothy George Cagney, manufacturer, New York, U. S. A., Frank Rockford Heisler, traveller, of Paterson, N. J. U. S. A., William Feirley Hamilton, book-keeper, Montreal, George Whittaker, accountant, Montreal, Henri Albany Beauregard, prothonotary, Saint Hyacinthe, Alphonse Gervais, manager, Saint Hyacinthe, for the following purposes :

To possess and operate parks and other amusement places for the public and all their accessories, such as concerts, spectacular and dramatic productions, moving pictures, exhibitions, scenic railways, miniature railways, Merry-go-rounds, loop-the-loop, balloons, aeroplanes and other attractions, and to charge fees for transportation and admission to the said parks and to enjoy the said attractions ;

To carry out the operations of automobile races, horse races and of sports of all kinds and to possess and operate stands, shelters, garages, stables, restaurants, omnibuses, automobiles and other commodities and accessories, and to charge fees and remunerations for the use and enjoyment of the same ;

To sell, lease or otherwise concede any of the said attractions and the privilege of operating the same ;

To acquire, rent, sell and hypothecate all properties, goods and effects, moveable and immoveable, discoveries, patents, trade-marks, permits and concessions, and to trade, manufacture and operate the same, either as principal or agent ;

To carry on the trade of public carriers for travellers and for goods and effects, and to make all contracts with ordinary carriers and other parties as may be necessary for the purposes and objects of the company ;

To issue any portion of the capital stock of the company in payment for any property or effects, moveable or immoveable, and for any leases, privileges or rights, or other affair of any value to the company ;

To subscribe, acquire and possess any shares, debentures or other values of any companies or corporations, and to issue its own shares, debentures or other values in favor of any other companies or corporations, and to amalgamate with the same under the name of "American Amusement Company" with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec, Canada.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1792

Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Adelpus Octave Bourbonnais, ingénieur civil, Jean-Baptiste Cadrin, marchand, Camille Maurice Roy, comptable, Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, et Ls. Victor Bernier, de Saint-Anselme, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, et exploiter des pouvoirs d'eau, dans les limites du comté de Dorchester ;

Produire de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, la vente et location de forces motrices, tout pour le besoin de la compagnie que pour services publics, et le commerce et l'industrie du comté de Dorchester ;

Posséder et construire des scieries, manufactures de bois sous toutes ses formes, moulins à farine ; faire le commerce de bois bruts, sciés et préparés de toutes sortes ;

Construire des barrages, écluses et autre vole d'eau ;

Manufacturer des meubles de tout genre et avec toutes matières susceptibles d'être employées à cette fin, vendre et acheter des terrains, ou limites de bois, payer en actions de la compagnie, tout terrain, immeubles, ou tous services rendus à la compagnie ;

Manufacturer le bois sous toutes ses formes, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Saint-Anselme Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Anselme.

Daté du bureau udu secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1789 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Arthur Robillard, employé civil, Trefflé Valliquette, entrepreneur général, Joseph Faille, entrepreneur briquetier, Valmore Saurette, entrepreneur général, et Jean-Baptiste Lalonde, maître-boucher, de la ville de Verdun, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles en général, soit comme propriétaires ou comme agents ; agir comme courtiers, agents ou collecteurs et comme gérants de successions, en rapport avec le commerce d'immeubles ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, des terres ou lots de terre ; acquérir par achat, bail ou autrement, bâtir, construire, agrandir et réparer des maisons, des magasins, des entrepôts, des moulins, des manufactures, des hôtels, des théâtres, et bâtisses en général, des installations, outils et machines, droits et privilèges ; en général toutes sortes de valeurs et propriétés mobilières et immobilières, les payer en argent, parts, débetures ou autrement ; les vendre, les louer, en disposer et transiger sur iceux de toutes manières, et, à ces fins, agir comme ingénieurs, architectes, constructeurs, manufacturiers et mécaniciens ;

Détenir, acquérir, souscrire, vendre, assigner, transférer ou disposer des parts du capital-action, des débetures, bons ou autres obligations créées ou émises par d'autres corporations, compagnies ou personnes, et d'exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote, et de payer, pour tels droits, en argent, parts ou bons de cette compagnie, ou autrement, et d'investir de l'argent sur prêts, hypothèques ou autres garanties ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs Adelpus Octave Bourbonnais, civil engineer, Jean-Baptiste Cadrin, merchant, Camille Maurice Roy, accountant, Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, and Ls. Victor Bernier, of Saint Anselme, for the following purposes :

To acquire, hold and exploit water powers within the limits of the county of Dorchester ;

To produce electricity for lighting, heating, the sale and leasing of motive power both for the need of the company and the public service, and the business and industry of the county of Dorchester ;

To hold and construct saw-mills, lumber mills in all forms, flour-mills, deal in timber in the rough, sawn and prepared of all kinds ;

To erect dams, locks and other waterways ;

To manufacture furniture of all kinds and with any materials capable of being employed for such purpose, sell and purchase lands or timber limits, and pay for any land, immoveable or services rendered to the company with shares of its capital stock.

To manufacture lumber in all its forms, under the name of "La Compagnie Manufacturière de Saint-Anselme Limitée", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Anselme.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1790 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. Arthur Robillard, civil employee, Trefflé Valliquette, general contractor, Joseph Faille, brick contractor, Valmore Saurette, general contractor, and Jean Baptiste Lalonde, master-butcher, of the town of Verdun, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, either as principals or as agents, and act as brokers, agents or collectors and as managers of estates in connection with the real estate business ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, lands or lots of land ; to acquire by purchase, lease or otherwise, build, construct, enlarge and repair houses, stores, warehouses, mills, factories, hotels, theatres and buildings generally, installations, tools and machinery, rights and privileges, and generally all kinds of securities and moveable and immoveable property, and pay for same in cash shares, debentures or otherwise, sell and lease same, dispose thereof and deal with same in any manner, and, for such purposes, act as engineers, architects, builders, manufacturers and machinists ;

To hold, acquire, subscribe for, sell, assign, transfer or dispose of shares of the capital stock, debentures, bonds or other obligations created or issued by other corporations, companies or persons, and to exercise all the rights and privileges of ownership including the right to vote, and to pay for such rights in cash, shares or bonds of the company or otherwise, and to invest money on loans, hypothecs or other securities.

Acquérir la clientèle, les droits, propriétés et revenus de toutes sortes, assumer en tout ou en partie, les obligations, ou prendre à bail et continuer les affaires de toute personne, compagnie ou corporation faisant en tout ou en partie le même commerce que cette compagnie, et de payer pour iceux en argent, parts ou bons de cette compagnie ou autrement ;

En venir à tout arrangement pour la division des profits, union d'intérêts, co-opération, concession réciproque ou amalgamation avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou étant sur le point de faire ou de s'engager à faire le commerce ou les transactions que cette compagnie est autorisée à faire, ou tout autre commerce ou transaction capable de mener directement ou indirectement aux bénéfices de cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement des droits, entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie, de quelque manière que ce soit, et d'en recevoir le paiement en argent, parts, bons ou autres valeurs ou débetures émises par d'autres compagnies, avec tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote ;

Rémunérer par parts acquittées de cette compagnie, bons ou autrement toute personne ou compagnie qui auront rendu ou qui rendront à icelle des services soit en disposant ou faisant disposer des parts de son capital-action, de ses bons ou débetures ou autres garanties de la compagnie formée ou en voie de formation, soit en étant ou veillant à la conduite de ses affaires sous le nom de "La Compagnie Immobilière de Verdun" avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Verdun.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1795

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1912, constituant une corporation MM. Hermas Therrien, voyageur de commerce, Saint-Rémi, Albert Denault, marchand, Hemmingford, Louis Lazure, marchand, J. A. Collette, commis-marchand, J. B. A. Bouchard, notaire, P. Gagnon, marchand, Zénon McGee, hôtelier, David Inkel, commerçant, de Saint-Michel, Freddy Robillard, fabricant de beurre, Saint-Edouard, Gonzague Boyer, cultivateur, de Saint-Rémi, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, construire et exploiter une ou des fonderies ;

Acheter la fonte, le fer, l'acier, le cuivre, pour les fondre, couler, manufacturer et pour en faire des poêles, des fournaies, des instruments agricoles, des outils et des matériaux de construction de toutes sortes ;

Fabriquer et acquérir des meubles et autres outillages pour l'exploitation de son industrie ;

Manufacturer et produire de l'électricité, de la vapeur et du gaz pour la chaleur, la lumière et la force pour les fins de la compagnie et en vendre le surplus dans les comtés de Châteauguay, Laprairie et Napierville ;

Faire le commerce de tout espèce de matériaux de construction, les fabriquer, les importer, exploiter, acheter, vendre, réparer, altérer, échanger, louer ou autrement disposer de ces matériaux de construction ou autres articles qui pourraient être nécessaires aux fins de la compagnie, prendre toute agence à cette fin et les exploiter ;

Manufacturer, vendre et faire le commerce des matériaux, engins, machines, outils, instruments, métaux, bouilloires, matériel roulant et quincailleries de toutes sortes ;

To acquire the goodwill, rights, property and revenue of all kinds, assume in whole or in part, the obligations, or take on lease and continue the business of any person, company or corporation carrying on, in whole or in part, a similar business to this company, and to pay for same in cash, shares or bonds of this company or otherwise ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, reciprocal concession or amalgamation with any person or company carrying on or engaged in carrying on or on the point of carrying on or engaging in the business or transactions that this company is authorized to carry on or any other business or transaction capable of leading directly or indirectly to the benefit of the company ;

To sell or otherwise dispose of the rights, undertakings and property of the company, in whole or in part, in any manner whatever, and to receive payment therefor in cash, shares, bonds or other securities or debentures issued by other companies, with all the rights and privileges of ownership including the right to vote ;

To remunerate with paid up shares of the company, bonds or otherwise any person or company rendering services to it either in disposing or getting disposed of the shares of the capital stock, bonds, debentures or other securities of the company formed, or about to be formed, either in being at or looking to the management of its business, under the name of "La Compagnie Immobilière de Verdun", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Verdun.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1796

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Hermas Therrien, commercial traveller, Saint Remi, Albert Denault, merchant, Hemmingford, Louis Lazure, merchant, J. A. Collette, salesman, J. B. A. Bouchard, notary, P. Gagnon, merchant, Zénon McGee, hotelkeeper, David Inkel, trader, of Saint Michel, Freddy Robillard, butter manufacturer, Saint Edouard, Gonzague Boyer, farmer, of Saint Remi, for the following purposes :

To acquire, hold, construct and operate one or more foundries ;

To purchase cast-iron, iron, steel, brass, to melt, run, manufacture and make stoves, furnaces, agricultural instruments, tools and construction materials of all kinds thereof ;

To manufacture and acquire furniture and other equipment necessary for the operation of its business ;

To manufacture and generate electricity, steam and gas for heat, light and power for the purposes of the company, and sell the surplus thereof in the counties of Châteauguay, Laprairie and Napierville ;

To deal in all kinds of construction materials, manufacture, import, exploit, purchase, sell, repair, alter, exchange, lease or otherwise dispose of such construction materials or other articles which may be necessary for the purposes of the company, and take any agencies for such purpose and exploit same ;

To manufacture, sell and deal in materials, engines, machinery, tools, instruments, metals, boilers, rolling stock and hardware of all kinds ;

Manufacturer des portes, des châssis, des moulures, des couvertures de toutes sortes pour maison et exploiter l'industrie du bois dans toutes ses branches;

Manufacturer de la fleur, du son, de la moulée et autres farines et exploiter l'industrie des grains dans toutes ses branches;

Racheter son propre stock action privilégié ou autre avec son surplus dans tels cas et aux conditions pourvus par ses règlements;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute compagnie faisant les mêmes affaires que cette compagnie est autorisée à faire;

Remettre et repartir les actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous services, affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Acheter, posséder des obligations et garanties dans toute compagnie et en disposer;

Payer tous biens, droits ou objets acquis pour l'usage ou bénéfice de la compagnie, en actions acquittées du capital-actions de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement en s'amalgamant avec toute personne, société ou corporation faisant les mêmes affaires en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telles autres industries;

Demander, obtenir ou affermir ou acquérir autrement et posséder, employer mettre en opération, vendre, céder toute marque de commerce, patentes d'inventions ou autres tels droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie ou en disposer autrement;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèces parmi ses actionnaires;

Tout pouvoir accordé dans aucun des susdits paragraphes ne sera pas limité par rapport ou déduction d'aucun paragraphe;

Payer avec les fonds de la compagnie tous frais et dépenses ayant rapport à l'incorporation, organisation et la construction des bâtiments nécessaires à la compagnie, sous le nom de "The Victoria Stove Company Limited" avec un capital de quarante-neuf mille cinq cent piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Rémi, comté de Napierville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1787

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Girls' Cottage Industrial School" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'une Association Charitable, telles que mentionnées dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Le principal bureau de l'Association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de mai 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

To manufacture doors, windows, mouldings, opening of all kinds for houses and carry on the lumber business in all its branches.

To manufacture flour, bran, meal and other grist, and carry on the grain business in all its branches;

To redeem its own stock, preferred or other with its surplus funds in such cases and on the conditions provided by its by-laws;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or take the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on the same kind of business that this company is authorized to do;

To deliver and allot the paid up stock of the company in payment or part payment for any services, business, franchises, undertaking, property, rights, power, privilege, lease, license or contract that the company is authorized to acquire;

To purchase, hold bonds and securities of any company and dispose thereof;

To pay for any property, rights or objects acquired for the use or benefit of the company with paid up shares of the capital stock of the company or otherwise;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit or otherwise dispose of same by amalgamating with any person, firm or corporation carrying on the same kind of businesses in whole or in part as those of this company on the terms and conditions deemed advisable;

To carry on any other manufacturing industry or not that may be carried on jointly with the business of the company or of a nature to increase the property of the company or render it profitable with all the necessary powers for the carrying on of such other industries;

To demand, obtain, rent or otherwise acquire and hold, employ, operate, sell, assign any trade mark, patent of invention or other such rights and privileges that may be useful to the company or otherwise dispose of same;

To distribute any of the property of the company in specie amongst the shareholders;

Any power granted in any of the aforesaid paragraphs shall in no wise be limited in respect of or deduction from any other paragraph;

To pay out of the funds of the company for any costs and expenses in connection with the incorporation, organization and construction of the buildings necessary for the company, under the name of "The Victoria Stove Company Limited", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Remi, county of Napierville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1788

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Girls' Cottage Industrial School" has been licensed and registered to transact in this province the business of a Charitable Association as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909 this second day of May, 1912.

For the treasurer of the province of Québec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Avis est par le présent donné que "The Continental Life Insurance Company", de Toronto, a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance sur la vie, dans cette Province.

Les nom et adresse du principal agent pour la Province est Octave Meunier, Saving's Bank Chambers, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce treizième jour d'avril 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec  
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec. 1855.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première

Notice is hereby given that "The Continental Life Insurance Company" of Toronto, has been registered to transact the business of Life Insurance in this province.

The name and address of the chief agent for the province, is Octave Meunier, Saving's Bank Chambers, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirtieth day of April, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.  
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec. 1856

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills

ecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans

2

shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid here.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and

un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3 Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordes permanents.

52 Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexé.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de digneur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be ; but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

“5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

“2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

“3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

“3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.”

L. P. GEOFFRION,

921 Greffier de l'Assemblée Législative.

“5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 500 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

“2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

“3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

“3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.”

L. P. GEOFFRION,

922 Clerk of the Legislative Assembly.

## ERRATUM.

A la page 706, de la “Gazette Officielle”, trente mars 1912, au district de Montmagny, lisez : Joseph Genest, au lieu de Ernest Genest.

1891

## Avis Divers

Kamouraska—Cour Supérieure—No 4839—Wilhelmine Bourgouin, épouse d'Alphée Nickner, marchand, de Saint-Antonin, dûment autorisée à cet effet, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux. Fraserville, 4 mai 1912. LEON PARADIS, procureur de la demanderesse.

1913

## ERRATUM.

On page 706, of the “Official Gazette” of the 30th March, 1912, at the district of Montmagny, read : Joseph Genest, instead of Ernest Genest.

1892

## Miscellaneous Notices

Kamouraska—Superior Court—No. 4839—Wilhelmine Bourgouin, wife of Alphée Nickner, merchant, of Saint-Antonin, duly authorized for such purpose, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Fraserville, 4th May, 1912. LEON PARADIS, attorney for plaintiff.

1914

Province de Québec.—District de Rimouski.—  
Cour Supérieure.—No. 454b.—Dame Marie-Anne  
Desrosiers, épouse commune en biens de Isidore  
Beaulieu, de Saint-Ulric, de la Rivière Blanche,  
manufacturier, dûment autorisée à ester en justice,  
a pris, ce jour, une action en séparation de biens  
contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Rimouski, 3 mai 1912. 1879

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } Cour Supérieure.  
No 1304.

Dame Cécilia Fréchette, du canton Fabre, dans le  
district de Pontiac, épouse commune en biens  
d'Aleide Gagné, cultivateur, dûment autorisée à  
ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Aleide Gagné, cultivateur, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRE CHERRIER,  
Avocat de la demanderesse.  
Bryson, 19 mars 1912. 1777.2

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } Cour Supérieure.  
No 1305.

Dame Elizabeth Perreault, du canton Fabre, dans  
le district de Pontiac, épouse commune en biens  
de Jérôme Lacasse, cultivateur, dûment autorisée  
à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Jérôme Lacasse, cultivateur, du même lieu,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 19 mars 1912.

ANDRE CHERRIER,  
Avocat de la demanderesse  
Bryson, 19 mars 1912. 1775.2

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.  
No 126.

Dame Adélie Vaillancourt, de la ville de Thet  
ford Mines, district d'Arthabaska, a, ce jour, insti-  
tué une action en séparation de biens contre son  
mari, Joseph Daigle, entrepreneur menuisier, du  
même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 17 avril 1912. 1643.4

Province de Québec. }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 1563.

Dame Marie Pelletier, de Montréal, épouse de  
Cléophas Falardeau, briquetier, des cité et dis-  
trict de Montréal, dûment autorisée à ester en  
justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Cléophas Falardeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le premier jour de mars 1912.

A. O. RONDEAU,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 15 avril 1912. 1803.2

Province de Québec.—District de Rimouski.—  
Cour Supérieure.—No 4544. Dame Elise Four-  
nier, épouse commune en biens de Louis Paquet,  
de St-Donat, ci-devant marchand, dûment autori-  
sée à ester en justice, a pris, ce jour, une action en  
séparation de biens contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Rimouski, 1er mai 1912. 1871.2

Province of Quebec.—District of Rimouski.—  
Superior Court.—No. 4545.—Dame Marie-Anne  
Desrosiers, wife common as to property of Isidore  
Beaulieu, manufacturer, of the parish of Saint  
Ulric de la Rivière Blanche, duly authorized "à  
ester en justice," has, this day, taken an action  
for separation as to property against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Rimouski, 3rd May, 1912. 1880

Province of Quebec. }  
District of Pontiac. } Superior Court  
No. 1304.

Dame Cécilia Fréchette, of the township of Fabre,  
in the district of Pontiac, wife common as to  
property of Aleide Gagné, farmer, duly authoriz-  
ed to "ester en justice," Plaintiff ;

vs  
The said Aleide Gagné, farmer, of the said place,  
Defendant.

An action for separation as to property has been  
instituted in this cause, the 19th March, 1912.

ANDRE THERRIEN,  
Attorney for plaintiff.  
Bryson, 19th March, 1912. 1778

Province of Quebec, }  
District of Pontiac. } Superior Court.  
No. 1305.

Dame Elizabeth Perreault, of the township of  
Fabre, in the district of Pontiac, wife common as  
to property of Jérôme Lacasse, farmer, duly  
authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs  
The said Jérôme Lacasse, farmer, of the same place,  
Defendant.

An action for separation as to property as been  
instituted in this case, the 19th March, 1912.

ANDRE CHERRIER,  
Attorney for plaintiff.  
Bryson, 19th March 1912. 1776

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } Superior Court.  
No. 126.

Dame Adélie Vaillancourt, of the town of Thet-  
ford Mines, district of Arthabaska, has, this day,  
instituted an action for separation as to property  
against her husband, Joseph Daigle, jobber and  
carpenter, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Arthabaska, 17th April, 1912. 1644

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 1563.

Dame Marie Pelletier, of Montreal, wife of Cléo-  
phas Falardeau, brickmaker, of the city and  
district of Montreal, duly authorized to "ester en  
justice", Plaintiff ;

vs  
The said Cléophas Falardeau, Defendant.

A suit for separation as to property has been  
instituted in this cause, on the first day of March,  
1912.

A. O. RONDEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 15th April, 1912. 1804

Province of Quebec.—District of Rimouski.—  
Superior Court.—No 4544.—Dame Elise Fournier,  
wife common as to property of Louis Paquet, heretofore  
merchant, of the parish of St. Donat, duly  
authorized "à ester en justice" has, this day,  
taken an action for separation as to property  
against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Rimouski, 1st May, 1912. 1872

Province de Québec.—Cour Supérieure.—District de Saint-François, No 14. Dame Emma Luvia Paige, épouse de Ervin Albert Brazel, du canton d'Eaton, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, 18 avril 1912. J. NICOL, procureur de la demanderesse.

1817.2

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.  
No 822.

Petronille Maheux, épouse commune en biens de Joseph Darveau, boucher, de la cité et district de Québec, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

Le dit Joseph Darveau, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1<sup>er</sup> mai 1912.

GUAY & FREMONT,  
1815.2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 308.

Dame Lubov Tager, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Matoff, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

Abraham Matoff, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été dûment instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 16<sup>e</sup> jour d'avril 1912.

MARGOLESE, WHELAN & TUTT,  
1873.2 Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 30 avril 1912.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure  
No 3499.

Dame Alice Lévesque, épouse commune en biens de Hector Dubuque, agent, tous deux de la cité et du district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;  
vs le dit Hector Dubuque, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dix-huitième jour d'avril 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,  
1719.3 Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 23 avril 1912.

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } Cour Supérieure.  
No 11.

Dame Clara Mathieu, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Hector Bernier, boulanger, de la dite cité, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

Le dit Hector Bernier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'avril 1912

PANNETON & LEBLANC,  
1673.3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, District de Saint-François, No 1000.—Dame Loretta Beatrice Reed, épouse de Walter Truax, de la ville de Cookshire, dit district, entrepreneur, autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, 11 avril 1912. Léonard & Juneau, procureurs de la demanderesse.

1565.4

Province of Quebec.—Superior Court.—District of Saint Francis, No. 14. Dame Emma Luvia Paige, wife of Ervin Albert Brazel, of the township of Eaton, said district, farmer, authorized to "ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 18th April, 1912. J. NICOL, attorney for plaintiff.

1818

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.  
No. 822.

Petronille Maheux, wife common as to property of Joseph Darveau, butcher, of the city and district of Quebec, duly authorized "à ester en justice",  
Plaintiff ;

The said Joseph Darveau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 1st day of May, 1912.

1826 GUAY & FREMONT,  
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 308.

Dame Lubov Tager, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Matoff, of the same place, duly authorized to "ester en justice,"  
Plaintiff ;

Abraham Matoff, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property, has been duly instituted by plaintiff against defendant, on the 16th day of April, 1912.

MARGOLESE, WHELAN & TUTT,  
1874 Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 30th April, 1912.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3499.

Dame Alice Lévesque, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hector Dubuque, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Hector Dubuque, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth of April, 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,  
1720 Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd April, 1912.

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } Superior Court.  
No. 11.

Dame Clara Mathieu, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Hector Bernier, baker, of the said city, and duly authorized "à ester en justice",  
Plaintiff ;

The said Hector Bernier, Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1912

1674 PANNETON & LEBLANC,  
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis, No 1000.—Dame Loretta Beatrice Reed, wife of Walter Truax, of the town of Cookshire, said district, contractor, authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 11th April, 1912, Leonard & Juneau, attorneys for plaintiff.

1566

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2156.

Dame Germaine Lahaye, épouse commune en biens de Louis Van Boeckel, entrepreneur, tous deux de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Louis Van Boeckel, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dixième jour d'avril mil neuf cent douze.

PELLISSIER, WILSON  
 & ST. PIERRE,

Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 10 avril 1912. 1525-5

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No. 6188.

Dame Marie Champoux, épouse commune en biens de Maxime Masse, ci-devant commerçant, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maxime Masse, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 avril 1912.

J. A. PIETTE,  
 1537-5 Avocat de la demanderesse.

Province de Québec.—District de Montréal.—  
 Cour Supérieure.—No 1110.—Dame Anna Major,  
 demanderesse; vs Maurice Daoust, défendeur. La  
 demanderesse a institué ce jour une action en  
 séparation de biens d'avec le défendeur.—Montréal,  
 22 avril 1912, J. O. Lacroix, avocat de la deman-  
 deresse. 1765.3

Saint-Hyacinthe, No 58, Cour Supérieure.—  
 Dame Marie-Louise Alix, de Richelieu, a intenté,  
 ce jour, une action en séparation de biens contre  
 son mari, J. Emile Tanguay, agent, du même lieu.  
 Saint-Hyacinthe, 15 avril 1912. J. EMILE OSTI-  
 GUY, avocat de la demanderesse. 1671.3

Avis public est par le présent donné à toutes  
 personnes possédant ou prétendant posséder  
 des terres octroyées dans le canton de Ham-  
 iltion, dans le district de Gaspé, sous le grand  
 Sceau de la province, avant l'année 1820, que  
 le soussigné Antonio Couillard, magistrat de  
 district pour le district de Gaspé, a été nommé  
 par arrêté ministériel en date du vingt-  
 neuvième jour d'avril 1912, pour s'enquérir de  
 la nature des dites réclamations et vérifier si  
 la possession des réclamants a été continue,  
 pacifique, sans interruption et publique.

Toutes personnes étant sous les susdites dis-  
 positions et désirant obtenir des lettres pa-  
 tentes en vertu des statuts 9, Ed. VII, sh. 67,  
 doivent produire leurs réclamations entre les  
 mains du soussigné, à New Carlisle, sous trois  
 mois de la dernière publication du présent avis.

ANTONIO COUILLARD,  
 Magistrat de district.  
 Bonaventure.

New Carlisle, 22 avril 1912. 1687

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. }

AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après publication  
 de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le  
 Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour et au nom  
 de Thomas Carson, John McGregor, Robert Mc-  
 Kell, Robert Kerr, Robert Roy, William Orr and

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2156

Dame Germaine Lahaye, wife common as to property of Louis Van Boeckel, contractor, both of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, the said Germaine Lahaye being duly authorized to sue the defendant in this case. Plaintiff; vs the said Louis Van Boeckel, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause against the defendant, on the tenth day of April, one thousand nine hundred and twelve.

PELLISSIER, WILSON  
 & ST. PIERRE,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1912. 1526

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 6188.

Dame Marie Champoux, wife common as to property of Maxime Masse, heretofore trader, of the town and district of Joliette, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Maxime Masse, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th April, 1912.

J. A. PIETTE,  
 1538 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec.—District of Montreal.—  
 Superior Court.—No. 1110.—Dame Anna Major,  
 plaintiff; vs Maurice Daoust, defendant. The  
 plaintiff has instituted an action for separation as  
 to property against the defendant.—Montreal,  
 22nd April, 1912, J. O. Lacroix, attorney for the  
 plaintiff. 1766

Saint Hyacinth, No 58, Superior Court.—Dame  
 Marie Louise Alix, of Richelieu, has instituted,  
 this day, an action for separation as to property  
 against her husband, J. Emile Tanguay, agent, of  
 the same place. Saint Hyacinth, 15th April, 1912.  
 J. EMILE OSTIGUY, attorney for plaintiff. 1672

Public notice is hereby given to all persons  
 holding, or claiming to hold, lands granted  
 in the township of Hamilton, in the district  
 of Gaspé, under the great Seal of the province,  
 before the year 1820, that the undersigned  
 Antonio Couillard, district magistrate for the  
 district of Gaspé, has been appointed by an  
 order in council bearing date of the twentieth  
 day of April, 1912, to enquire into the nature  
 of the said claims and to ascertain whether the  
 possession of the claimants has been conti-  
 nuous, peaceable, uninterrupted and public.

All persons coming within the above provi-  
 sions who desire to obtain letters patent under  
 the statute 9 Ed. VII, ch. 67, must file their  
 claims with the undersigned, at New Carlisle,  
 within the three months following the last  
 publication of the present notice.

ANTONIO COUILLARD,  
 District Magistrate.  
 Bonaventure.

New Carlisle, 22nd April, 1912. 1688

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. }

NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the  
 publication of this notice, application will be made  
 to His Honour the Lieutenant Governor in Council  
 for and in the name of Thomas Carson, John Mc-  
 Gregor, Robert McKell, Robert Kerr, Robert Roy,

John Ritchie, tous cultivateurs, de la paroisse du Très Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître J. E. Derôme, N. P., le 30 mai 1911, en fidéicommiss comme syndic de l'Association du Cimetière de Riverfield, dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, de certains lopins de terre décrits dans les dits actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUÉ,

Procureurs des requérants.

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912.

1831.2

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. }

AVIS.

A l'expiration de deux (2) mois après la publication de cet avis, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par et au nom de William Ogilvie, cultivateur, Mathew Knox, cultivateur, Robert Ness, cultivateur, James T. Elliott, cultivateur, David H. Hay, secrétaire-trésorier de la municipalité du Très Saint Sacrement, William Anderson, cultivateur, tous de la paroisse du Très Saint Sacrement, dans le district de Beauharnois, province de Québec, pour confirmer certains actes de vente ou donations exécutés devant Maître Louis Sareault, N. P., et autres, le 25e jour de février 1830, en fidéicommiss comme syndics de l'Association du Cimetière de North Georgetown, dans la paroisse du Très Saint-Sacrement, district de Beauharnois, province de Québec, de certains lopins de terre décrits dans les dites actes pour être gardés et employés comme cimetière à perpétuité.

MERCIER & BEIQUÉ,

Procureurs des requérants

Saint-Sacrement de Howick, 1er mai 1912. 1829.2

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1783.

Dans l'affaire de Odilon Martineau, Saint-Agapit, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'an 7 juin 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

LAUREAT PICARD,

Curateur.

Bureau : 12, Chénier.  
Québec, 6 mai 1919.

1893

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 78.

Dans l'affaire de Antoine Léard & Louis Joseph Gladu, "The Britannia Emporium", No 1261, Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Faillis.

Avis est donné que, le 1er jour de mai 1912, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens des dits faillis Antoine Léard et Louis Joseph Gladu qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cet avis.

C. A. SYLVESTRE,

Curateur.

No 50, Blvd Saint-Laurent, Montreal.  
Montréal, 2 mai 1912.

1875

William Orr and John Ritchie, all farmers, of the parish of Très Saint Sacrement de Howick, district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître J. E. Derôme, N. P., on the 30th May, 1911, in trust as trustees of the Cemetery Association of Riverfield, in the parish of Très Saint Sacrement, of certain parcels of land described in the said deeds, to be held and employed as a Cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUÉ,

Attorneys for petitioner.

Saint-Sacrement de Howick, 1st May, 1912.

1832

Province of Quebec. }  
District of Beauharnois. }

NOTICE.

On the expiration of two (2) months after the publication of this notice, application will be made to His Honour the Lieutenant Governor in council, by and in the name of William Ogilvie, farmer, Mathew Knox, farmer, Robert Ness, farmer, James T. Elliott, farmer, David H. Hay, secretary treasurer of the municipality of Très Saint Sacrement, William Anderson, farmer, all of the parish of Très Saint Sacrement, in the district of Beauharnois, province of Quebec, to confirm certain deeds of sale or gifts executed before Maître Louis Sareault, N. P. and others, on the 25th day of February, 1830, in trust as trustees of the Cemetery Association of North Georgetown, in the parish of Très Saint Sacrement, district of Beauharnois, province of Quebec, of certain parcels of land described in the said deeds to be held and employed as a cemetery in perpetuity.

MERCIER & BEIQUÉ,

Attorneys for petitioners.

Saint Sacrement de Howick, 1st May, 1912. 1830

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court*  
No. 1783.

In the matter of Odilon Martineau, Saint Agapit, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until 7th June, 1912, and after which date the dividends will be payable at my office.

LAUREAT PICARD,

Curator.

Office : 12, Chenier.  
Quebec, 6th May, 1912.

1894

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 78.

In the matter of Antoine Léard & Louis Joseph Gladu, "The Britannia Emporium", No. 1261, Saint Lawrence Boulevard, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the first of May, 1912, the undersigned has been appointed, by an order of this court, curator to the estate of the said Antoine Léard and Louis Joseph Gladu, insolvents, who have made a judicial abandonment of their affairs for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be produced into my hands within thirty days of the present notice.

C. A. SYLVESTRE,

Curator.

No. 50, Saint Lawrence Blvd, Montreal.  
Montreal, 2nd May, 1912.

1876

## District de Québec.

H. Derôme, enregistré, Québec, marchand, a, le 7 mai 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 8 mai 1912. 1949

## District de Québec.

Louis J. B. Beaulieu, restaurateur, de Québec, a le 8e jour de mai 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

L. D. BLAIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 125, rue Dorchester.  
Québec, 9 mai 1912. 1947

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
Dans l'affaire de A. M. Joncas & Cie., Montreal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 28e jour de mai 1912, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DES ROSIERS,  
Curateurs conjoints.

Montréal, 11 mai 1912. 1951

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.

Avis public est donné par les présentes que Dame Marie Letertre alias Tarte, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Jean-Baptiste Tétreault, journalier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dix époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Procureur de la demanderesse.

Saint-Jean, 8 mai 1912. 1917

## District de Kamouraska.

Dans l'affaire de C. F. Dionne, Sainte-Anne de la Pocatière, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 27 mai 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
Québec, 10 mai 1912. 1959

## Vente par encan

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi des chemins de fer Canadiens, la Dominion Ex. Co. vendra par encan public, dans la cité de Montreal, dans la province de Québec, jeudi, le 13 juin 1912, tous les effets non réclamés qui sont en mains depuis avant le 1er juin 1911, aux bureaux dans les divisions Est et Atlantique.

Voir les listes imprimées pour plus d'informations.

W. S. STOUT,  
Président et gérant général. 1845.2

## District of Quebec.

H. Derôme, registered, Quebec, merchant, has, on the 7th May, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Build.  
Quebec, 8th May, 1912. 1950

## District of Quebec.

Louis J. B. Beaulieu, hotel keeper, of Quebec, has on the 8th day of May, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

L. D. BLAIS,  
Provisional guardian.

Office : 125, Dorchester street.  
Quebec, 9th May, 1912. 1947

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of A. M. Joncas & Co., Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 28th May, 1912, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DES ROSIERS,  
Joint curators.

Montreal, 11th May, 1912. 1952

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } Superior Court.

Public notice is hereby given that Dame Marie Letertre alias Tarte, of the parish of Saint-Grégoire le Grand, in the district of Iberville, wife of Jean-Baptiste Tétreault, of the same place, laborer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for plaintiff.

Saint John, P. Q., 8th May, 1912. 1918

## District of Kamouraska.

In the matter of C. F. Dionne, Sainte-Anne de la Pocatière, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 27th May, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 10th May, 1912. 1960

## Auction Sale

Public notice is hereby given that, under the authority of the Canadian Railway Act, the Dominion Ex. Co. will sell at public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Thursday, 13th June, 1912, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1911, at offices in the Eastern and Atlantic divisions.

See printed lists for further particulars.

W. S. STOUT,  
President and general manager. 1846

## Vente de Faillite

## AVIS DE FAILLITE.

Re Geo. N. Lazanis, commerçant, des cité et district de Montréal.

Vente par encan public, JEUDI, le 30 MAI 1912, à ONZE heures a. m., chez MM. Marcotte Frères, au No 69, rue Saint-Jacques, à Montréal, les immeubles suivants :

Un lot de terre situé en la ville de Maisonneuve et faisant partie du lot de terre connu sous le numéro an, de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatorze (No 14) du cadastre hypothécaire du village incorporé d'Hochelega, d'une largeur de quarante-cinq pieds par une profondeur de vingt-six pieds, mesure anglaise, et borné comme suit : en front, par la rue Notre-Dame, en arrière par le lot No 14-28, du dit cadastre, d'un côté par le lot No 13, du même cadastre, et de l'autre côté, par l'avenue Pie X ;

Un lot de terre situé en la dite ville de Maisonneuve, faisant partie du lot connu sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-28), au dit plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, contenant soixante-quatre pieds de front sur l'Avenue Pie IX, par quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la dite avenue Pie IX, au nord-ouest par la balance du dit lot numéro vingt-huit, au nord-est par le dit lot numéro treize des dits plan et livre de renvoi officiels, et au sud-est par la dite partie du dit lot No 14-1 ci-dessus décrits—avec les bâtisses érigées sur les deux parties de lots ci-dessus décrites, formant l'encoignure nord-est des rues Notre-Dame et Pie IX, à Maisonneuve.

La vente sera faite conformément au cahier des charges préparé par les curateurs et visible à leur bureau.

Pour autres informations, s'adresser aux curateurs soussignés.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Curateurs conjoints.

Bureau : 55, Saint-François-Xavier,  
Montréal, 27 avril 1912. 1725

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } **HENRY AINSLEY,**  
No 73. } Demandeur ; contre  
**ROBERT SLATHER,** Défendeur.

Certains terrains connus et désignés comme étant les numéros officiels du cadastre deux cent quarante-quatre, deux cent quarante cinq, deux cent quarante-six et deux cent soixante et di-huit (244, 245, 246 et 278), du canton d'Irlande, comté de Mégantic, contenant deux cents acres de terre, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le DOUZIEME jour de JUIN prochain 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 6 mai 1912. 1911  
[Première publication, 11 mai 1912.]

## Insolvent Sale

## INSOLVENT NOTICE.

Re Geo. N. Lazanis, trader, of the city and district of Montreal.

Sale by public auction, THURSDAY, the 30th of MAY, 1912, at ELEVEN o'clock a. m., at Marcotte Bros., 69, Saint James street, Montreal, the following immoveables :

A lot of land lying and situate in the town of Maisonneuve, at the corner of Notre Dame street and Pie IX Avenue, forming part of the lot of land known as number one, of the official subdivision of the lot number fourteen (p. 14-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, containing forty-five feet in width by twenty-six feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by lot number twenty eight, of the official subdivision of the said lot number fourteen, on one side by lot number thirteen, on the said official plan and book of reference and on the other side by Pie IX Avenue ;

A lot of land situate at the same place, forming part of the lot of land known as number twenty eight, of the official subdivision of the lot number fourteen (p. 14-28), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, containing sixty four feet in front on Pie IX Avenue, by forty five feet in depth, the whole english measure and more or less ; bounded as follows : In front by said Pie IX Avenue, to the north west by the remainder of the said lot number twenty-eight on the north east side by the said lot number thirteen, on the south east side by the hereinabove described portion of the said lot number one (14-1)—with buildings thereon erected making angle north east of Notre Dame and Pie IX streets, at Maisonneuve.

The sale shall be made according to the book of charges prepared by the curators, which can be seen at their office.

For further informations, apply to be undersigned curators.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Joint curators.

Office : 55, Saint François Xavier Street.  
Montréal, 27th April 1912. 1726

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } **HENRY AINSLEY,**  
No. 73. } Plaintiff ; against **ROBERT SLATHER,** Defendant.

These certain properties known and described as cadastral lots numbers two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six and two hundred and seventy eight (244, 245, 246 and 278), of the township of Ireland, county of Mégantic, containing two hundred acres of land, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the TWELFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.  
Arthabaska, 6th May, 1912. 1912  
[First published, 11th May, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **L**AURENT MOORE  
 No 90. } ALIAS MAURE, Deman-  
 deur ; contre MICHEL DUBOIS, Défendeur.

1° Une terre faisant partie du lot numéro douze, du cinquième rang du canton de Chester, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, sous le numéro trois cent soixante-six (366)—avec bâtisses dessus construites.

2° Une terre faisant partie du lot numéro douze du cinquième rang de Chester, étant le numéro trois cent soixante-sept (367), du dit cadastre de Sainte-Hélène de Chester, contenant trois arpents de front sur la profondeur du lot ; prenant d'un côté à Jos. Dubé, et de l'autre côté à Dieudonné Lapierre avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène de Chester, en bloc, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif,  
 Arthabaska, 16 avril 1912. 1609-2  
 [Première publication, 20 avril 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **S**AMUEL H. BENNETT,  
 No 8. } Demandeur ; contre  
**R**OBERT SLATHER, Défendeur.

Certains terrains connus et désignés comme étant les numéros officiels du cadastre deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six et deux cent soixante et dix-huit (244, 245, 246 et 278), du canton d'Irlande, comté de Mégantic, contenant deux cents acres de terre, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif,  
 Arthabaska, 16 avril 1912. 1607-2  
 [Première publication, 20 avril 1912.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS***Cour de Circuit—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **D**AME MARIE DELVINA  
 No 1298. } **P**ERRON, Demanderesse ;  
 contre **G**EORGES MARCOUX, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé en le village de la paroisse de Sainte-Marie de Beauce, contenant 90 perches en superficie, connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-huit (428), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie de Beauce—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Beauce, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shéri,  
 Saint-Joseph, Beauce, 15 avril 1912. 1589-2  
 [Première publication, 20 avril 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **L**AURENT MOORE ALIAS  
 No. 90. } **M**AURE, Plaintiff ;  
 against MICHEL DUBOIS, Defendant.

1. A piece of land being part of lot number twelve, in the fifth range of the township of Chester, known and described in the official cadastre for the parish of Sainte-Hélène of Chester, under number three hundred and sixty six (366)—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land being part of lot number twelve, in the fifth range of Chester, being number three hundred and sixty seven (367), of said official cadastre for the parish of Sainte-Hélène of Chester, containing three arpents in front by the depth of the lot ; bounded on one side to Jos. Dubé, and on the other side to Dieudonné Lapierre—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte of Chester, in block on the TWENTY THIRD day of MAY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
 Arthabaska, 16th April, 1912. 1610  
 [First published, 20th April, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **S**AMUEL H. BENNETT,  
 No. 8. } Plaintiff ; against  
**R**OBERT SLATHER, Defendant.

Those certain properties known and described as cadastral lots numbers two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six and two hundred and seventy eight (244, 245, 246 and 278), of the township of Ireland, county of Mégantic, containing two hundred acres of land, more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
 Arthabaska, 16th April, 1912. 1608  
 [First published, 20th April, 1912.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **D**AME MARIE DELVINA  
 No. 1298. } **P**ERRON, Plaintiff ;  
 against **G**EORGES MARCOUX, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the village of the parish of Sainte Marie de Beauce, containing 90 perches in superficies, known and designated under the number four hundred and twenty eight (428), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Marie de Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Beauce, on the TWENTY FIRST day of MAY next, 1912, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff,  
 Saint Joseph, Beauce, 15th April, 1912. 1590  
 [First published, 20th April, 1912.]

## MANDAT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure—District de Beauve.*

Beauce, à savoir : } FRANÇOIS DION, failli, et  
 No 486. } JOSEPH PHILIAS EU-  
 GENE GAGNON, curateur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Vital de Lambton, au nord du chemin public, de la contenance d'un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous les numéros sept T et sept U (7 T et 7 U), du cadastre officiel dans le rang A du canton de Lambton, pour le comté de Beauce; borné en front au sud au chemin public, en arrière au nord à Charles Godbout, d'un côté au nord-est partie à Prudent Marceau et partie à Félix Gendron, de l'autre côté au sud-ouest partie à Dominique Morin et partie à Michel Feuilteaz—avec la maison, boutique et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif. Shérif.  
 Saint-Joseph, Beauce, 15 avril 1912. 1587.2  
 [Première publication, 20 avril 1912.]

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } AURELE LEBCEUF,  
 District de Beauharnois } cultivateur, de la  
 No 2033. } paroisse de Saint-Stanis-  
 las de Kostka, dit district de Beauharnois, Deman-  
 deur; vs THEODORE DANCAUSE ET UXOR, du  
 même lieu, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs, les bâtisses seulement érigées sur les immeubles ci-après décrits, savoir :

1° Une étable ainsi qu'une cabane à sucre bâties et érigées sur un terrain portant le No 6, de la subdivision officielle du lot No 1, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, la propriété du demandeur.

2° Une maison en bois érigée sise et située partie sur le chemin public, dans la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka et partie sur un terrain connu et désigné comme partie du lot No 1, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, lequel terrain est décrit comme suit : borné au nord ouest par les lots Nos 1-6, 1-7, 1-8 et 1-9 de la dite paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, au sud-est par le lot No 2, au nord-est et au sud-ouest par le résidu du lot No 1, la propriété du gouvernement de la Puissance du Canada.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, dans le comté de Beauharnois, JEUDI, le TRENTEIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.  
 Salaberry de Valleyfield, 7 mai 1912. 1941  
 [Première publication, 11 mai 1912.]

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.—District of Beauve.*

Beauce, to wit : } FRANÇOIS DION, insolvent,  
 No. 486. } and JOSEPH PHILEAS  
 EUGENE GAGNON, curator.

A lot of land or emplacement being and situate in the parish of Saint Vital de Lambton, on the north of the public road, containing one half arpent in front by one arpent in depth, more or less, known and designated under the number seven T and seven U (7 T and 7 U), of the official cadastre in range A, of the township of Lambton, for the county of Beauce; bounded in front on the south by the public road, in the rear on the north by Charles Godbout, on one side on the north east partly by Prudent Marceau and partly by Félix Gendron, on the other side on the south west partly by Dominique Morin and partly by Michel Feuilteaz—with the house, shop and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Vital de Lambton, on the TWENTY SECOND day of MAY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Saint Joseph, Beauce, 15th April, 1912. 1588  
 [First published, 20th April, 1912.]

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, } AURELE LEBCEUF,  
 District of Beauharnois } farmer, of the parish  
 No. 2033. } of Saint Stanislas de  
 Kostka, said district of Beauharnois, Plaintiff; vs  
 THEODORE DANCAUSE ET UXOR, of the same  
 place, Defendants.

As belonging to the defendants, the buildings, only, erected on the immovables hereinafter described, to wit :

1. A stable and a sugar shanty built and erected upon a lot bearing the No 6, of the official subdivision of lot No. 1 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas de Kostka, the property of the plaintiff.

2. A wooden house erected being and situate partly on the public road in the parish of Saint Stanislas de Kostka and partly on a lot known and designated as part of lot No. 1, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas de Kostka, which lot is described as follows : bounded on the north west by the lots Nos. 1-6, 1-7, 1-8 and 1-9 of the said parish of Saint Stanislas de Kostka, on the south east by lot No. 2, on the north east and south west by the residue of lot No. 1, the property of the government of the Dominion of Canada.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Stanislas de Kostka, in the county of Beauharnois, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Salaberry de Valleyfield, 7th May, 1912. 1942  
 [First published, 11th May, 1911.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A VIS PUBLICO** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } **LOUIS NÉRÉETREM-**  
No 2619. } **BLAY**, de Sainte-  
Anne ; contre **PAMPHILE GAGNON**, du canton  
Simard.

Les améliorations, défrichements, droit d'occupation et de possession, et tous les droits quelconques que le défendeur a et peut avoir sur la moitié ouest du lot numéro 29 du rang A, du canton Simard, le dit lot étant connu et désigné au cadastre officiel du rang A du canton Simard, comme le numéro 29 A.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le **VINGT ET UNIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Chicoutimi, 15 avril 1912. Shérif. 1585.2  
[Première publication, 20 avril 1912.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A VIS PUBLICO** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Montmagny, à savoir : } **JEAN BAPTISTE**  
No 2551. } **LACROIX**, marchand,  
de Saint-Charles, Demandeur ; contre **JOSEPH AUDET**, autrefois de Buckland, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Une terre de un acre et demi de front, sur trente acres de profondeur, borné sud à Néré Aubin, nord Joseph Lamontagne, connue comme étant le lot numéro quatre C (4 C), du dixième rang nord, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Buckland, dans le comté de Bellechasse—circonstances et dépendances.

2° Une terre de trois acres de front sur quarante-deux acres de profondeur, connue comme étant le lot No deux, du neuvième rang nord-ouest aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Buckland—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Buckland, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **MAI** prochain 1912, à **DIX** heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Montmagny, 17 avril 1912. Shérif. 1617.2  
[Première publication, 20 avril 1912.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } **LOUIS NÉRÉE TREM-**  
No. 2619. } **BLAY**, of Sainte Anne ;  
against **PAMPHILE GAGNON**, of the township  
Simard.

The improvements, clearing, right of occupation and ownership, and all the rights whatsoever that the defendant has and may have on the west half of lot number 29 of range A, of the township Simard, the said lot being known and designated on the official cadastre of range A of the township Simard, as number 29 A.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne, on the **TWENTY FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon

EDM. SAVARD,

Sheriff office, Chicoutimi, 15th April, 1912. Sheriff. 1586  
[First published, 20th April, 1912.]

## Sheriff's Sales—Montmagny

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } **JEAN BAPTISTE LA-**  
No 2551. } **CROIX**, merchant, of  
Saint Charles, Plaintiff ; against **JOSEPH AUDET**,  
formerly of Buckland, and now of parts unknown,  
Defendant.

1. A land of one acre and a half in front by thirty acres in depth : bounded on the south by Néré Aubin, on the north by Joseph Lamontagne, known as being lot number four C (4C), of the tenth north range on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Buckland, in the county of Bellechasse—circumstances and dependencies.

2. A land of three acres in front by forty-two acres in depth, known as being lot number two, of the ninth north-west range on the official plan and book of reference of the cadastre for the township Buckland—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Buckland, on the **TWENTY SECOND** day of **MAY** next, 1912, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Montmagny, 17th April, 1912. Sheriff. 1618  
[First published, 20th April, 1912.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal à savoir : } **JOSEPH BEAUCHAMP**,  
No 3820. } de la cité de Montréal,  
journalier, Demandeur ; vs **MOSES GERTLER**,  
du même lieu, Défendeur.

Un terrain composé de deux lots de terre ; borné en front par l'avenue Papineau—avec l'édifice des constructions, connus et désignés sous les numéros six et sept de la subdivision officielle du lot numéro six cent trente trois (6 et 7 de 633), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, de la cité de Montréal.

Pour être vendu au bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**L. J. LEMIEUX,**

Bureau du Shérif,

Montréal, 17 avril 1912.

[Première publication 20 avril 1912].

Shérif.

1635.2

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**  
No 2944. } **LE FRANCO CANADIEN**,  
Demandeur ; contre **CLEOPHAS CHABOLLEZ**,  
Défendeur.

Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro seize, du rang sud ouest de la rivière du canton Marchand, dite paroisse de l'Annonciation, district d'Ottawa, de la contenance de cent soixante et onze acres, plus ou moins—avec maison et dépendances dessus construites, sauf cette partie du dit lot vendu à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le **VINGT-HUITIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**C. M. WRIGHT,**

Bureau du shérif,

Hull, 12 avril 1912.

[Première publication, 20 avril 1912.]

Shérif.

1633.2

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH BEAUCHAMP**, of  
No. 3820. } the city of Montreal, laborer,  
Plaintiff ; vs **MOSES GERTLER**, of the same  
place, Defendant.

A parcel of land composed of two lots ; bounded in front by Papineau avenue—with buildings thereon erected, known and designated under the numbers six and seven, of the official subdivision of lot number six hundred and thirty three (6 and 7 of 633), on the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**L. J. LEMIEUX,**

Sheriff's Office,

Montreal, 17th April, 1912.

[First published, 20th April, 1912.]

Sheriff.

1636

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Ottawa, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**  
No. 2944. } **LE FRANCO CANADIEN**,  
Plaintiff ; against **CLEOPHAS CHABOLLEZ**,  
Defendant.

A farm known and designated as being lot number sixteen, of the south west range of the river of the township Marchand, said parish of l'Annonciation, district of Ottawa, containing one hundred and seventy one acres, more or less—with house and dependencies thereon erected, save and except the part of the said lot sold to the Canadian Pacific Railway Company.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the **TWENTY EIGHTH** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**C. M. WRIGHT,**

Sheriff's office,

Hull, 12th April, 1912.

[First published, 20th April, 1912.]

Sheriff.

1634

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **MARIE ZOE FORTIN** ; vs  
No 606. } **PHILEAS DUCLOS**, à  
savoir :

1° Les lots Nos 131 et 132 (cent trente et un et cent trente-deux), du cadastre officiel pour la pa-

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **MARIE ZOE FORTIN** ; vs  
No. 606. } **PHILEAS DUCLOS**, to  
wit :

1. The lots Nos. 131 and 132 (one hundred and thirty one and one hundred and thirty two), of the

roisse de Saint-Bernard, étant une terre située concession Sainte-Catherine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié sud-est du lot No 147 (cent quarante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Bernard, contenant en superficie dix-neuf arpents et quatre-vingt perches, plus ou moins; borné au nord-est au bout de la profondeur des terres de la concession Sainte-Catherine, au sud-ouest au bout de la profondeur du dit lot, au nord-ouest à Antoine Duclos, fils, au sud-est par le terrain possédé par Mathieu Bilodeau, étant un circuit de terre situé concession Sainte-Catherine—circonstances et dépendances; à la charge de payer annuellement aux termes usités au domaine de la seigneurie Lauzon, ou à tel autre lieu, ou à tel personne qu'il appartiendra, telle rente constituée représentant les cens et rente à laquelle les dits immeubles sus-venus peuvent être tenus et assujettis envers le domaine de la dite seigneurie, à compter du premier octobre prochain.

Pour être vendus en block.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, comté Dorchester, le QUATORZIÈME jour de JUNE prochain, à MIDI.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du Shérif, Québec, 10 mai 1912.

Shérif. 1939

[Première publication, 11 mai 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, No 852. } un corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Québec; contre FRANCIS GUNN.

Le lot No 2277 (deux mille deux cent soixante et dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé Nos 24 et 26 (vingt quatre et vingt-six), de la rue Champlain—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendance.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIÈME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du Shérif, Québec, 25 avril 1912.

Shérif. 1749.2

[Première publication, 27 avril 1912.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Rimouski, } N. ASSELIN ET AL, No 4344. } Demandeurs; contre DAME ERNESTINE BEAUDIN, épouse de F. O. Gagné, Défenderesse, à savoir:

Un terrain mesurant cent pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur; borné au nord à la rue, à l'est à L. Ross, au sud à Dame Frs Guérette et T. Banville, à l'ouest à l'avenue de la Cathédrale—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances, étant partie du lot numéro deux cent cinq (205 P.), au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif, Rimouski, 17 avril 1912.

Shérif. 1631.2

[Première publication, 20 avril 1912.]

official cadastre for the parish of Saint Bernard, being a land situate in the Sainte Catherine concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The south east half of lot No. 147 (one hundred and forty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Bernard, containing in superficies nineteen arpents and eighty perches, more or less; bounded on the north east by the end of the depth of the lands of the Sainte Catherine concession, on the south west by the end of the depth of the said lot, on the north west by Antoine Duclos, junior, on the south east by the land owned by Mathieu Bilodeau, being a circuit of land situate in the Sainte Catherine concession—circumstances and dependencies; subject to the charge of paying yearly on the usual terms at the domain of the seigneurie Lauzon, or at such other place, or to such other person it may belong to, such constituted rent, representing the "cens et rente" to which the said heretofore sold immovables may be held and subjected to towards the domain of the said seigneurie, from the first of October next.

To be sold in block.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, county of Dorchester, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at NOON.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Québec, 10th May, 1912.

Sheriff. 1940

[First published, 11th May, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } LA BANQUE NATIONALE, No. 852. } a body politic and corporate, with its chief place of business in the city of Québec; against FRANCIS GUNN.

Lot No. 2277 (two thousand two hundred and seventy seven), of the official cadastre of Champlain ward, of the city of Québec, being a lot of land situate Nos. 24 and 26 (twenty four and twenty six), Champlain street— with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office, Québec, 25th April, 1912.

Sheriff. 1750

[First published, 27th April, 1912.]

## Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Rimouski, } N. ASSELIN ET AL, No 4344. } Plaintiffs; against DAME ERNESTINE BEAUDIN, wife of F. O. Gagné, Defendant, to wit:

A lot of land measuring one hundred feet in front by ninety feet in depth; bounded on the north by the street, on the east by L. Ross, on the south by Dme Frs Guérette and T. Banville, on the west by the avenue de la Cathédrale—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being part of lot number two hundred and five (205 P.) on the official cadastre of the town of Saint Germain de Rimouski.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, on the TWENTY SECOND day of MAY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU.

Sheriff's office, Rimouski, 17th April, 1912.

Sheriff. 1632

[First published, 20th April, 1912.]

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir: } **ELZEAR GIRARD**, cultivateur, de Sainte-Agnès, Demandeur; vs **JEAN et ALFRED MALTAIS**, de Sainte-Agnès, Défenseurs.

Un certain immeuble sis et situé dans le sixième rang du canton de Sales, en le comté de Charlevoix, contenant deux arpents de front sur vingt huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant au nord à Augustin Simard, et au sud à Louis Girard, fils d'Ambroise—avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro soixante et seize (76), du cadastre officiel du dit canton de Sales.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès, le **QUATORZIÈME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

**ELIE MALTAIS,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 8 mai 1912. 1955  
[Première publication, 11 mai 1912.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit—District de Chicoutimi.*

Malbaie, à savoir: } **LA CIE MASSEY-HARRIS**, No 1102. } **LIMITÉE**, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement à Montréal, Demanderesse; contre **ERNEST GAGNON**, de la paroisse de Mille-Vaches, comté de Saguenay, Défendeur.

Une terre située dans la seigneurie de Mille-Vaches, contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, porté au rôle d'évaluation sous le numéro six (6); borné au sud à Léon Michaud, au nord à André Dubé, au sud-ouest au fleuve Saint-Laurent, et au nord-est aux terres de la dite seigneurie de Mille-Vaches—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Mille-Vaches, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

**ELIE MALTAIS,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Malbaie, 12 avril 1912. 1577.2  
[Première publication, 20 avril 1912.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**MANDAT DE CURATEUR.***Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **BRUNELLE & HE-**  
No 268. } **ROUX**, faillis, et  
**V. LAMARRE**, curateur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Boniface de Shawinigan, dans le sixième rang, contenant un tiers d'arpent en superficie, plus ou moins, de forme irrégulière, renfermé dans les bornes suivantes, du côté nord-est par le cordon entre les sixième et cinquième rangs du côté nord-ouest par Cyrille Caron ou représentant, à la clôture ou palissade qui sépare le dit emplacement du terrain

## Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit: } **ELZEAR GIRARD**, farmer, No. 173. } of Sainte-Agnès, Plaintiff; vs **JEAN and ALFRED MALTAIS**, of Sainte-Agnès, Defendants.

A certain immovable being and situate in the sixth range of the township de Sales, in the county of Charlevoix, containing two arpents in front by twenty eight arpents in depth, all more or less, adjoining on the north Augustin Simard, and on the south Louis Girard, son of Ambroise—with buildings thereon erected, bearing the number seventy six (76), of the official cadastre of the said township de Sales.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Agnès, on the **FOURTEENTH** day of **JUNE** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**ELIE MALTAIS,**

Sheriff's office, Shérif.  
Malbaie, 8th May, 1912. 1955  
[First published, 11th May, 1912]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court—District of Chicoutimi.*

Malbaie, to wit: } **LA CIE MASSEY HARRIS**, No. 1102. } **LIMITÉE**, a body politic and corporate, with its chief place of business at Montreal, Plaintiff; against **ERNEST GAGNON**, of the parish of Mille-Vaches, county of Saguenay, Defendant.

A land situate in the seigniory of Mille-Vaches, containing three arpents in front by thirty arpents in depth, being on the valuation roll under the number six (6); bounded on the south by Léon Michaud, on the north by André Dubé, on the south west by the river Saint Lawrence, and on the north east by the lands of the said seigniory of Mille-Vaches—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Mille-Vaches, on the **TWENTY SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**ELIE MALTAIS,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Malbaie, 12th April, 1912. 1578  
[First published, 20th April, 1912.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**CURATOR'S WARRANT.***Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **BRUNELLE & HE-**  
No. 268. } **ROUX**, insolvents, and  
**V. LAMARRE**, curator.

An emplacement situate in the village of Saint-Boniface de Shawinigan, in the sixth range, containing one third of an arpent in superficie, more or less, of irregular outline, enclosed within the following limits: on the north east side by the line between the sixth and fifth ranges, on the north west side by Cyrille Caron or representatives, at the fence or palisade which divides the said empla-

du dit Cyriac Caron et tel que maintenant clos, des deux côtés sud-ouest et sud-est au chemin public—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, avec aussi les droits, du vendeur au puits qui se trouve sur le dit emplacement ; le dit emplacement étant et faisant partie du lot numéro deux cent soixante et huit (268), des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan. A distraire pour Honoré Lapointe, le circuit réservé par ce dernier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 2 mai 1912. 1877  
[Première publication, 11 mai 1912.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } NAPOLEON GOULET, Demandeur ;  
No. 276. } LET, Demandeur ;  
contre JOSEPH GUILLEMETTE, Défendeur.

Deux lots de terre ou emplacements situés à La Tuque, contenant chacun cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise ; borné en front à l'est, par la seizième avenue, lesquels lots sont connus et désignés comme étant les numéros quatre cent soixante et quatre cent soixante et un, de la subdivision du lot officiel numéro vingt-six (26-460 et 461), aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le premier rang du canton Malhiot, en le comté de Champlain—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque, en la ville La Tuque, le DOUZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 6 mai 1912. 1923  
[Première publication, 11 mai 1912.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } FRANCOIS-ARTHUR  
No. 332. } VERRETTE ET AL  
Demandeurs ; contre THE BELGO CANADIAN  
PULP AND PAPER COMPANY, LIMITED, et  
Sylviano Dugal, curateur au délaissement.

Vendu sur le dit curateur au délaissement comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

Neuf lots de terre situés en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, connus et désignés sous les numéros primitifs seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-trois, vingt-quatre, vingt et un et vingt-deux (16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 21 et 22) du premier rang nord-ouest de la seigneurie de Batiscan—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit qui devait avoir lieu le vingt-troisième jour d'avril dernier, à dix heures du matin, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, aura lieu le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin, à la dite porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 6 mai 1912. 1921  
[Première publication, 11 mai 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : } ERNEST LALIBERTÉ,  
No. 201. } BERTÉ Demandeur ;  
vs HENRI EUGENE FONTAINE, Défendeur.

ement from the land of the said Cyriac Caron, and as presently enclosed, on both the south west and south east sides by the public road—with the house and other buildings thereon erected, and also the rights of the seller in and to the well on the said emplacement ; the said emplacement being and forming part of the lot number two hundred and sixty eight (268), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Boniface de Shawinigan. To be withdrawn for Honoré Lapointe, the circuit reserved by the latter.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 2nd May, 1912. 1878  
[First published, 11th May, 1912.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } NAPOLEON GOULET,  
No. 276. } Plaintiff ; against  
JOSEPH GUILLEMETTE, Defendant.

Two lots of land or emplacements situate at La Tuque, each containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, all more or less, and without warranty of exact measurement ; bounded in front to the east by sixteenth avenue, which lots are known and designated as being the numbers four hundred and sixty and four hundred and sixty one, of the subdivision of official lot number twenty-six (26-460 and 461), on the official plan and book of reference of the cadastre made for the first range of the township Malhiot, in the county of Champlain—with house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Zéphirin de La Tuque, in the town of La Tuque, on the TWELFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 6th May, 1912. 1924  
[First published, 11th May, 1912.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } FRANCOIS-ARTHUR  
No. 332. } VERRETTE ET AL  
Plaintiffs ; against THE BELGO CANADIAN  
PULP AND PAPER COMPANY, LIMITED, and  
Sylviano Dugal, curator to the surrender.

Sold on the said curator to the surrender as belonging to the said defendant, to wit :

Nine lots of lands situate in the parish of Saint Roch de Mékinac, known and designated under the primitive numbers sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty three, twenty four, twenty one and twenty two (Nos. 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 21 and 22), of the first north west range of the seigniorie of Batiscan—with house and other dependencies thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of this immoveable hereabove described which was to have taken place on the twenty third day of April last, at ten o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, will take place on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon, at the said church door of the parish of Saint Roch de Mékinac.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 8th May, 1912. 1922  
[First published, 11th May, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : } ERNEST LALIBERTÉ,  
No. 201. } Plaintiff ; vs HENRI  
EUGENE FONTAINE, Defendant.

Comme appartenant au dit demandeur saisi, Ernest Laliberté, l'immeuble suivant :

Une terre située en la concession nord-est de la rivière Gentilly, connue et désignée sous les numéros quatre cent trente-huit, quatre cent trente-neuf et quatre cent quarante (438, 439 et 440), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

A distraire de la dite terre l'emplacement appartenant à Henri Eugène Fontaine, faisant partie du lot numéro quatre cent huit, du cadastre de la dite paroisse de Gentilly, suivant la clôture qui existe depuis le chemin public jusqu'au coin sud-est de la maison, puis de là à six pieds à l'est et parallèlement au pans est et nord par des lignes mesurant 32 à 35 pieds et six pouces en longueur, puis joignant le coin nord-ouest et suivant la clôture qui va de la maison à la boutique de forges, puis à six pieds du bout nord-est de la dite boutique de forges pour trente sept pieds, puis à sept pieds en arrière de la même boutique pour vingt-neuf pieds, puis par une ligne passant à un pied et demi au nord-est de la remise, jusqu'à la profondeur de la dite remise, soit trente-six pieds et six pouces, puis par le bout nord-ouest de la remise et suivant la clôture jusqu'au fossés de ligne entre les Nos 437 (Noël Beauchesne) et 438, le tout tel que borné par l'arpenteur expert, le 30 mars 1912, le dit emplacement sus-décrié égale un quart d'arpent en superficie—avec les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le VINGT-ET-UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 17 avril 1912. 1645.2  
[Première publication le 20 avril 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Trois-Rivières, à savoir : } LA BANQUE D'HONORABLE CHELAGA, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre JOSEPH MORIN, fils de Jean-Baptiste, Défendeur.

Les droits immobiliers, améliorations et prétentions du défendeur dans les immeubles ci-après désignés savoir : (a) Dans la partie sud-ouest du lot numéro trente neuf (39), dans le troisième rang du canton Masson, dans le comté de Maskinongé. Cette partie du dit lot No 39, contient environ trente six acres en superficie, et est borné au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le Lac Ignace, au nord-ouest par le lot No 40, du 3e rang du canton Masson, et au sud-est par le lot No 38, 3e rang du dit canton.

(b) Dans et sur la partie sud-ouest du lot numéro quarante (40), du troisième rang, dans le canton Masson, dans le comté de Maskinongé. Cette partie du dit lot No 40, comprend environ quarante-deux acres en superficie, et est borné au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le Lac Ignace, au nord-ouest par le lot No 41, du 3e rang du canton Masson, et au sud-est par le lot No 39, du 3e rang du dit canton.

(c) Dans et sur les lots numéros trente neuf et quarante, dans le deuxième rang du canton Masson, dans le comté de Maskinongé.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Ignace du Cap, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 17 avril 1912. 1651.2  
[Première publication, 20 avril 1912.]

As belonging to the said plaintiff seized, Ernest Laliberté, the following immovable :

A farm situate in the north east concession of the river Gentilly, in the said parish of Gentilly, known and designated under the numbers four hundred and thirty eight, four hundred and thirty nine and four hundred and forty (438, 439 and 440), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be withdrawn from the said farm the emplacement belonging to Henri Eugène Fontaine, forming part of lot number four hundred and thirty eight, of the cadastre of the said parish of Gentilly, following the fence thereon from the public road to the south east corner of the house, thence at six feet to the east and parallelly to the east and north sides of the lines measuring 32 and 35 feet and six inches in length, then joining the north west corner and following the fence running from the house to the forge shop, thence at six feet from the north-east end of the said forge shop for thirty seven feet, thence at seven feet in the rear of the same shop for twenty nine feet, thence by a line passing at one foot and a half on the north-east of the shed as far as the depth of the said shed, say thirty six feet and six inches, thence by the north-west end of the shed and following the fence to the line ditches between the Nos. 437 (Noel Beauchesne) and 438—the whole as bounded by the expert surveyor, on the 30th March, 1912, the said above described emplacement equals a quarter of an arpent in superficies—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Gentilly, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three-Rivers, 17th April, 1912. 1646  
[First published, 20th April, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Joliette.*

Three Rivers, to wit : } LA BANQUE D'HONORABLE CHELAGA, a legally constituted corporation, having its chief place of business, in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against JOSEPH MORIN, son of Jean Baptiste, Defendant.

The immovable, rights, improvements and pretensions of the defendant in the immovables hereinafter designated, to wit : (a) In the south west part of lot number thirty nine (39), in the third range of the township Masson, in the county of Maskinongé. The said part of lot No. 39, contains about thirty six acres in superficies, and is bounded on the south west by the public road, on the north east by Lac Ignace, on the north west by lot No. 40, of the 3rd range of the township Masson, and on the south east by lot No. 38, of the 3rd range of the said township.

(b) In and on the south west part of lot number forty (40), of third range, in the township Masson, in the county of Maskinongé. The said part of the said lot No. 40, comprises about forty two acres in superficies, and is bounded on the south west by the public road, on the north east by Lac Ignace, on the north west by lot No. 41, of the 3rd range of the township Masson, and on the south east by lot No. 39, of the 3rd range of the said township.

(c) In and on the lot number thirty nine and forty, in the second range of the township Masson, in the county of Maskinongé.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace du Cap, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon,

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 17th April, 1912. 1652  
[First published, 20th April, 1912.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.*  
 Trois-Rivières, à savoir : } **WILFRID DAM-**  
 No. 343. } **PHOUSSE,** Dem-  
 mandeur ; contre **GEORGE FORTIER,** Défendeur.

Un lot de terre situé à la Grande Anse dans le territoire non organisé de la Rivière Saint-Maurice, connu et désigné sous le numéro quarante-sept (47), rang ouest de la seigneurie de Batiscan, contenant, d'après arpentage, quatre-vingt-trois arpents, plus ou moins.

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Champlain, en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**  
 Bureau du shérif, Shérif.  
 Trois-Rivières, 17 avril 1912. 1647.2  
 [Première publication, 20 avril 1912].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
 Trois-Rivières, à savoir : } **FIRANCOIS GELLI-**  
 No. 380. } **NAS,** Deman-  
 deur ; contre **JEAN BOULARD ET DAME VIR-**  
**GINIE RÈNE,** en sa qualité de tutrice de ses  
 enfants mineurs issus de son mariage avec Onésime  
 Boulard, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Louis de France, démembrée de la paroisse de Saint-Maurice, au lieu appelé Les Marais, en la concession de Saint-Alexis, contenant cinq arpents de front sur la profondeur d'environ dix-neuf arpents dans la ligne nord-est, et d'environ quinze arpents dans la ligne sud-ouest, de figure irrégulière, en terminant en pointe à la profondeur du nord-est, et renfermée dans les lignes suivantes : joignant au nord est à Adolphe Boulard, au sud-ouest à Edouard Boulard et Eusèbe Beaumier, touchant au front partie à James Forsythe et partie à Olivier Boisvert, faisant partie du numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Maurice, comté de Champlain — avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de France, le **VINGT-TROISIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**  
 Bureau du shérif, Shérif.  
 Trois Rivières, 17 avril 1912. 1649.2  
 [Première publication, 20 avril 1912].

## Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de mai 1912, constituant en corporation MM. Clarence Ettrick Joslin, et Alfred Joslin, confiseurs, George Harrison Joslin, opérateur de télégraphe, John Lauder Gibson, teneur de livres et Richard Hedges, contre-maître, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de confiseries, biscuits, gâteaux, pains et tous les articles ayant rapport aux affaires d'une boulangerie et confiserie, dans toutes ses diverses branches ;

Pourvoir à l'entretien des soirées, bals, assemblées, réceptions de toute sorte, y compris les aliments nécessaires, décorations et tous les accessoires nécessaires ou y ayant rapport ;

Acheter, vendre et faire le commerce de tous les objets et articles nécessaires ou requis pour la manufacture de confiseries, biscuits, gâteaux, pains et pâtisseries ;

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Superior Court. — District of Three Rivers.*  
 Three Rivers, to wit : } **WILFRID DAM-**  
 No. 343. } **PHOUSSE,** Plain-  
 tiff ; against **GEORGE FORTIER,** Defendant.

A lot of land situate at Grande Anse, in the unorganized territory of the River Saint Maurice, known and designated under the number forty seven (47), western range of the seigniorie of Batiscan, containing, according to survey, eighty three arpents, more or less.

To be sold at the registrar's office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the **TWENTY SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Three Rivers, 17th April, 1912. 1648  
 [First published, 20th April, 1912]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
 Three Rivers, to wit : } **FIRANCOIS GELINAS,**  
 No. 380. } **F** Plaintiff ; against **JEAN**  
**BOULARD AND DAME VIRGINIE RÈNE,** in  
 her quality of tutrix of her minor children issue of  
 her marriage with Onésime Boulard, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Louis de France, dismembered from the parish of Saint Maurice, at the place called "Les Marais", in the Saint Alexis concession, containing five arpents in front by the depth of about nineteen arpents in the north-east line, and about fifteen arpents in the south west line, of irregular outline, terminating in a point at the depth on the north east, and enclosed within the following limits : bounded on the north east by Adolphe Boulard, on the south west by Edouard Boulard and Eusèbe Beaumier, in front partly by James Forsythe and partly by Olivier Boisvert forming part of number four hundred and eighty nine (489), of the official cadastre of the parish of Saint Maurice, county of Champlain—with the building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de France, on the **TWENTY THIRD** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**  
 Sheriff's Office, Sheriff.  
 Three Rivers, 17th April, 1912. 1650  
 [First published, 20th April, 1912].

## Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of May, 1912, incorporating Messrs. Clarence Ettrick Joslin and Alfred Joslin, confectioners, Georges Harrison Joslin, telegraph operator, John Lauder Gibson, book-keeper, and Richard Hedges, foreman, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell and deal in, confectionery, biscuits, cakes, bread and all articles entering into the business of a baker and confectioner, in all its several branches ;

To cater for the entertainment of parties, balls, assemblies and entertainments of all sorts, including the necessary foods, ornaments and all the accessories necessary or incidental thereto ;

To buy, sell and deal in the ingredients and all articles entering into or requisite for the manufacture of confectionery, biscuits, cakes, breads and pastries ;

Acquérir et prendre comme une affaire en opération, les affaires maintenant conduites au No 339, rue Bleury, dans la cité de Montréal, sous les noms et raison de Joslin Bros, et tous ou aucun des biens et obligations des dites affaires;

Acheter, louer ou acquérir autrement, en tout ou en partie, les affaires de toute compagnie, société ou personne faisant toutes affaires semblables aux affaires de la compagnie, ensemble avec les bâtiments, stock de commerce, clientèle et actif en général;

Prendre, en tout ou en partie, les obligations de toutes telles affaires, et les payer en tout ou en partie en stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie, ou en argent, obligations, débetures, hypothèques ou autres garanties;

S'amalgamer avec, ou prendre comme une affaire en opération ou autrement, toute autre compagnie ou affaires ayant des objets, en tout ou en partie, semblable à ceux de la compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos;

Acheter, posséder, acquérir, transporter les actions, stock ou débetures de toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie, ou pour faire toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de la compagnie, ou en disposer;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer;

Faire ou entreprendre toutes affaires, entreprise, transaction ou opération ordinairement conduites ou entreprises par les confiseurs, boulangers et pourvoyeurs et toutes autres affaires qui peuvent, de temps en temps, paraître aux directeurs capables d'être conduites convenablement en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie, sous le nom de "Joslin Bros., Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mai 1912.

C. J. SIMARD,

1913 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date au vingt-cinquième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Azarie Cadieux, marchand, de Montréal, Raoul Normandin, marchand, de Montréal, Stephens Montpetit, commis, des cité et district de Montréal, Adrien Gauthier, conducteur, de Viauville, district de Montréal, J. Flavien Montpetit, inspecteur, de Côteau Station, comté de Soulanges, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, promesse d'achat ou autrement des terrains, terres, fermes pour les exploiter, comme fermiers, horticulteurs, et en vendre les produits, ou les subdiviser en lots à bâtir; v tracer, maintenir, établir, réparer les rues, ruelles, trottoirs, système d'égoûts, conduits souterrains pour fil électrique, des jardins, squares, parcs, et acquérir par tous les modes légaux les mécanismes et le matériel nécessaire pour tracer, faire et entretenir les dites rues, ruelles, trottoirs, canaux d'égoûts; établir entretenir et maintenir sur les propriétés de la compagnie un

To acquire and take over as a going concern, the business now carried on at No. 339 Bleury street, in the city of Montreal, under the style and firm of Joslin Bros., and all or any of the assets and liabilities of the said business;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with the buildings, stock in trade, good-will and assets generally, of such business; to assume in whole or in part the liabilities of any such business, and to pay for the same wholly or in part, in fully paid up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

To amalgamate with, or take over as a going concern or otherwise, any other company or business having objects altogether or in part similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To purchase, hold, acquire, transfer or dispose of, shares, stock or debentures in any other company having objects similar, altogether or in part, to those of the company, or for carrying on any business capable of being conducted so as to benefit the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem advisable, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects, altogether or in part, similar to those of this company;

To carry on or undertake any business, undertaking, transaction or operation commonly carried on or undertaken by confectioners, bakers and caterers, and any other business which may from time to time seem to the directors capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights, under the name of "Joslin Bros., Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety shares (490) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of May, 1912.

C. J. SIMARD,

1914 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1912, incorporating Messrs. Azarie Cadieux, merchant, of Montreal, Raoul Normandin, merchant, of Montreal, Stephens Montpetit, clerk, of the city and district of Montreal, Adrien Gauthier, conductor, of Viauville, district of Montreal, J. Flavien Montpetit, inspector, of Côteau Station, county of Soulanges, for the following purposes:

To acquire by purchase, promise of purchase or otherwise, lots, lands, farms, to exploit same as farmers, horticulturists, and sell the produce thereof, or subdivide same into building lots, and lay out thereon, maintain, establish, repair the streets, lanes, sidewalks, drainage systems, subterranean conduits for electric wires, gardens, squares, parks, and acquire by any lawful means the mechanism and the material necessary to lay out, make and maintain the said streets, lanes, sidewalks, drains; to establish, take care of and maintain on the said property of the company a

systeme d'aqueduc et distribuer l'eau sur les terrains de la compagnie ainsi que dans le voisinage ;

Eriger, construire et maintenir sur les dits terrains acquis par la compagnie, des usines génératrices de pouvoir électrique, à vapeur, à gaz, ou hydraulique ; et pouvoir louer, distribuer sur les dits terrains et dans le voisinage, dans le district de Québec, pourvu que le tout ne soit pas en contravention des lois municipales, le surplus d'énergie disponible ;

Bâtir sur les dits lots des maisons d'habitation, des hôtels, des magasins, des manufactures ;

Emprunter en hypothéquant les dits terrains ou sur billets de la compagnie les sommes nécessaires à toutes les améliorations et à toutes les constructions ci-dessus mentionnées ;

Disposer par promesse de vente, vente, échange ; céder ou transporter tout ou partie des dits terrains ou d'aucune subdivision d'iceux, accepter en paiement des actions libérées d'autres compagnies faisant le même genre d'affaires, accepter les billets promissoires, avec pouvoir de les négocier ;

Prêter à ceux qui construiront, et désireront construire sur les dits lots de terre ou terrains de la compagnie, les sommes d'argent nécessaires aux fins de construction ou améliorations des dits lots ; et accepter comme garantie pour les dits prêts, à la discrétion des directeurs de la compagnie, des billets promissoires, des hypothèques ou autres sécurités jugées suffisantes pour les directeurs de la dite compagnie ;

Faire le commerce général d'immeubles comme agent et posséder à ces fins les immeubles nécessaires pour les opérations de la compagnie ;

Acheter par tous modes légaux les immeubles dans la province de Québec, dans le but de les louer, les échanger et les vendre ;

Acquérir tous les lacs qui pourront se trouver sur les terrains qui pourront devenir la propriété de la compagnie, et les utiliser pour toutes fins industrielles ou d'agrément que la compagnie jugera à propos, dans le district de Québec ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage électrique dans toutes ses branches, et en particulier, construire, poser, établir, fixer et mettre en opération tous câbles, fils, lignes, accumulateurs, lampes et travaux nécessaires et de produire, accumuler, distribuer et fournir l'électricité, et d'éclairer les cités, villes, rues, docks, marchés, théâtres, propriétés, églises et autres endroits publics et privés, dans les limites du district de Québec ;

Faire les affaires d'électricien, ingénieur-mécanicien, fournisseur d'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage, pouvoir moteur ou autrement et de manufacturer et faire le commerce de tous appareils et objets requis ou susceptibles d'être employés en rapport avec les générations, distribution, fourniture, accumulation et emploi de l'électricité ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et de fourniture de pouvoir électrique, et en particulier, établir, travailler, conduire, contrôler et régler les travaux pour fournir l'éclairage, chauffage et pouvoir-moteur, et entreprendre l'éclairage des rues, villes, bâtisses et autres endroits, et fournir l'éclairage, chauffage et pouvoir-moteur pour fins publics ou privées dans le district de Québec ;

Faire toutes affaires (soit de manufacture ou autrement) que la compagnie pourra juger capables d'être faites, en rapport avec les susdits objets ou propres à augmenter sa valeur ou rendre profitables toute propriété ou tous droits de la compagnie ;

Acquérir et prendre toutes ou aucune partie des affaires, paiements et dettes de toute personne, compagnie ou corporation faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à

waterworks system, and distribute water on the lands of the company and also in the vicinity ;

To erect, construct and maintain on the said lands acquired by the company, shops for generating electric steam, gas or hydraulic power, and have power to lease, distribute on the said lands and in the vicinity, in the district of Quebec, any surplus energy disposable, provided that the whole be not in contravention of the municipal laws ;

To build upon the said lots, dwelling houses, hotels, stores and factories ;

To borrow by hypothecating the said lands or on notes of the company the sums necessary or any improvements and for any buildings hereabove mentioned ;

To dispose of by promise of sale, sale, exchange, to convey or transfer the whole or part of the said lands or any part of same, to accept in payment therefor the paid up shares of other companies carrying on the same kind of business, to accept promissory notes, with power to negotiate same ;

To loan to those who build or desire to build on the said lots or lands of the company, the necessary sums of money for the purposes of building or improving the said lots, and to accept as security for the said loans, at the discretion of the directors of the company, promissory notes, hypothecs or other securities deemed sufficient by the directors of the said company ;

To carry on a general real estate business as agent and hold for such purpose the necessary immovables for the operations of the company ;

To purchase by any legal means, real estate in the province of Quebec, for the purpose of leasing, exchanging and selling same ;

To acquire any lakes to be found on the lands that may become the property of the company, and utilize same for any industrial purposes or pleasure that the company may think fit, within the district of Quebec ;

To carry on the business of an electric company in all its branches, and particularly to construct, lay, establish, fix and put in operation any cables, wires, lines, accumulators, lamps and works necessary, and to produce, accumulate, distribute and supply electricity and light to the cities, towns, streets, docks, markets, theatres, property, churches and other public and private place within the limits of the district of Quebec ;

To carry on the business of electricians, mechanical-engineers, suppliers of electricity for the purposes of light, heat, motive power or otherwise, and to manufacture and deal in any apparatus and objects required or susceptible of being employed in connection with the generation, distribution, supply, accumulation and use of electricity ;

To carry on the business of a light, heat and power company, and particularly, to establish, work, conduct, control and regulate works for lighting, heating and motive power, and undertake the lighting of the streets, towns buildings and other places, and supply light, heat and motive power for public and private purposes within the district of Quebec ;

To carry on any business (either manufacturing or otherwise) that the company may deem capable of doing in connection with the aforesaid objects or conducive to increase the value of or render profitable any property or any rights of the company ;

To acquire and take over the whole or any part of the business, payments and debts of any person, company or corporation carrying on any business that this company is authori-

faire ou ayant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement des brevets, brevets d'invention, licences, concessions et autres choses semblables conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir d'aucun secret ou autre information quant à aucune invention qui peut être susceptible d'être employée pour toutes les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et d'employer, exercer, développer ou octroyer des licences à l'égard de ou autrement, mettre au profit, des droits de propriété ou information ainsi acquis ;

Souscrire, prendre ou acquérir en aucune manière les stocks, actions, bons, débetures ou autres obligations ou garanties de toute compagnie ayant les objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, les vendre ou en disposer autrement, garantir les bons, débetures, obligations ou garanties ainsi vendus ou déposés ou de toute compagnie ayant tels objets ou faisant toutes affaires susceptibles d'être conduites ainsi directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour diviser les profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession mutuelle, ou autrement, avec toute personne, compagnie ou corporation ou aucun gouvernement ou autorités suprême, locale, municipale ou autrement, faisant affaires ou engagés dans ou sur le point de faire des affaires ou s'engager dans toutes affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée ou engagée à faire ou toutes affaires ou transaction susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement à cette compagnie ;

Et avancer l'argent et garantir les contrats ou autrement assister toute telle personne, compagnie, corporation, tel gouvernement, ou telle autorité ;

Payer pour services rendus à la compagnie, ou pour toute propriété et droits acquis par la compagnie en la manière qui sera jugée convenable, et en particulier par l'émission d'actions ou de valeurs de la compagnie, acquittées ou partiellement acquittées ;

Emettre, répartir, et délivrer comme acquittées ou autrement des actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie en paiement de toute propriété, contrats, parts, débetures ou valeurs de toute autre compagnie que la compagnie pourra acquérir pour les fins de son industrie ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de tout autre compagnie ayant des objets tout à fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer sous le nom de "The National Summer Resort Land Company of Canada Limited", avec un capital total de deux cents cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune ;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1945

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 29<sup>e</sup> jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Joseph Odina Linteau, commis, Alphonse Turgeon, comptable, Joseph Gaudias Lachance, commis, Alfred Boutin, comp-

zed to carry on or having a suitable property or the purposes of this company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire patents, brevets d'invention, licenses, concessions and other similar things conferring any exclusive or non exclusive or limited right to make use of any secret or other information as to any invention susceptible of being employed for any of the purposes of the company or the acquisition whereof may be calculated directly or indirectly for the benefit of the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights of ownership or information thus acquired ;

To subscribe for, take or acquire in any manner the stocks, shares, bonds, debentures or other obligations or securities of any company having objects wholly or partly similar to those of this company, sell and otherwise dispose of same, guarantee the bonds, debentures, obligations or securities thus sold or disposed of, or of any company having such objects or carrying on any kind of business susceptible of being conducted thus directly or indirectly for the benefit of the company ;

To enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risk, reciprocal concession or otherwise, with any person, company or corporation, or any government or authorities, supreme, local, municipal or otherwise, carrying on business or engaged in or on the point of doing business or engage in any business or transaction that this company is authorized or engaged to carry on or any business or transaction susceptible of being conducted in such manner as to directly benefit the company ;

And to advance money and guarantee the contracts or otherwise assist any such person, company, corporation, government or authority ;

To pay for services rendered to the company or for any property and rights acquired by the company, in the manner deemed advisable, and particularly by the issue of stock or securities of the company, fully or partly paid up ;

To issue, allot and deliver as fully paid up or otherwise, stock, debentures or other securities of the company in payment for any property, contracts, shares, debentures or securities of any other company that the company may acquire for the purposes of its business ;

To sell the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and particularly for the stock, debentures or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this company or dispose thereof, under the name of "The National Summer Resort Land Company of Canada, Limited", with a total capital of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1946

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty ninth of April, 1912, incorporating Messrs Joseph Odina Linteau, clerk, Alphonse Turgeon, accountant, Joseph Gaudias Lachance, clerk, Alfred Boutin, ac-

table, Joseph Robert Guay, commis, tous de Québec, dans les buts suivants :

Faire toutes les opérations concernant ou se rattachant à la construction en général, au pavage de rues, à l'exploitation et à la construction d'aqueducs, acquérir, louer, vendre, posséder et hypothéquer des immeubles, faire toutes transactions quelconques concernant ou se rattachant à des immeubles, et les opérations d'agent d'immeubles, le tout avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à la conduite des dits commerce, entreprises, industries ou transactions ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, tout commerce et faire toutes autres opérations qui peuvent être exercées conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui sont de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telle autre ou de telles autres industries ;

Employer en tout ou en partie, ses fonds, débiteurs ou autres valeurs pour l'achat d'actions d'autres corporations ;

Faire avec toute autre compagnie tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries respectives et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions, taux, prix qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie, toute telle acquisition ; faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, avec le droit de vendre l'actif de la compagnie par une résolution des actionnaires représentant au moins les deux tiers de la valeur du capital souscrit, sous le nom de "The Quebec Progressive Realty, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 29ème jour d'avril 1912.

1933 C. J. SIMARD,  
Sous-Secrétaire de la province.

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour de Circuit.*  
Dame Mary M. Donovan, de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Daniel Coghlin, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Daniel Coghlin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.  
LARAMÉE & DESJARDINS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 7 mai 1912. 1919

Province de Québec.—District de Montréal.—  
Cour Supérieure.—No 2716. Dame Espérie Dagenais, Demanderesse ; vs Amédée Lecours, Défendeur. La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur. Montréal, 9 mai 1912. J. O. Lacroix, avocat de la demanderesse. 1953

C. S. No 236. Claudia Asselin a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph Ephrem Jobin. Québec, 6 avril 1912. MORAUD & SAVARD. 1489.5

countant, Joseph Robert Guay, clerk, all of Québec, for the following purposes :

To carry on any operations concerning or in connection with building generally, paving of streets, execution and construction of waterworks, to acquire, lease, sell, hold and hypothecate immovables, execute any transactions whatsoever respecting or in connection with real estate and the operations of a real estate agent, the whole with all the necessary or useful powers for carrying on the said business, undertakings, industries or transactions ;

To carry on any other business, manufacturing or not, any industry, and carry on any operations that may be exercised jointly with the business of the company or of a nature to increase the property of the company or render it profitable, with all the necessary powers for the exercise of such other industry or industries ;

To employ in whole or in part its stock, debentures or other securities for the purchase of the shares of other corporations ;

To enter into arrangements with any other company respecting the working of their respective businesses and to amalgamate with any other company or companies ;

To acquire any other similar business to that which the present company is authorized to carry on with the goodwill and assets thereof, on the conditions, rates, prices that may be agreed upon, and to pay for any such acquisition with the paid up stock and bonds of the company ; to do anything else in connection with the powers hereabove enumerated, with the right to sell the assets of the company by a resolution of the shareholders representing at least the two thirds in value of the subscribed capital, under the name of "The Quebec Progressive Realty, Limited", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of April, 1912.

1934 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

### Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
Dame Mary M. Donovan, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Daniel Coghlin, clerk, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs  
The said Daniel Coghlin, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this case on this day  
LARAMÉE & DESJARDINS,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 7th May 1912. 1920

Province of Québec.—District of Montréal.—  
Superior Court.—No. 2716. Dame Espérie Dagenais, Plaintiff ; vs Amédée Lecours, Defendant. The plaintiff has instituted an action for separation as to property, against the defendant. Montréal, 9th May, 1912. J. O. Lacroix, attorney for plaintiff. 1954

S. C. No. 236. Claudia Asselin has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Ephrem Jobin. Québec, 6th April, 1912. MORAUD & SAVARD. 1490

## Avis de Faillites

Province of Québec,  
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 142.

Dans l'affaire de G. Clark, de Bury, Qué.,  
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 7<sup>e</sup> jour de mai 1912, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit falli.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant nous sous trente jours de cet avis.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
Comptables et liquidateurs,  
155, rue Wellington.  
Sherbrooke, Qué. 1957

## Bankrupt Notices

Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 142.

In the matter of G. Clark, of Bury, Que.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th day of May, 1912, by an order of the court, the undersigned were appointed joint curator to the estate of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Joint curators.

Office of Bélanger & Bégin,  
Accountants and liquidators,  
155, Wellington street,  
Sherbrooke, Qué. 1958

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 19.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Alix vs Tanguay .....	1034
" Asselin vs Jobin .....	1050
" Bourgouin vs Niker .....	1031
" Champoux vs Masse .....	1034
" Dagenais vs Lecours .....	1050
" Desrosiers vs Beaulieu .....	1032
" Donovan vs Coghlin .....	1050
" Fournier vs Paquet .....	1032
" Fréchette vs Gagné .....	1032
" Lahaye vs Van Boeckel .....	1034
" Letetree alias Tarte vs Tétreault .....	1036

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1013.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—The American and Foreign Marine Insurance Coy, 1010 ; The British Dominions General Insurance Coy, Ltd, 1019 ; The National Union Fire Insurance Coy, 1020 ; The Girls Cottage Industrial School, 1027 ; The Continental Insurance Coy, 1028.

AVIS :—Au sujet des terres dans le canton d'Hamilton, district de Gaspé, 1024 ; L'Association du Cimetière de North Georgetown, 1035 ; L'Association du Cimetière de Riverfield, 1034 ; Société Coopérative de Notre-Dame des Laurentides, 1022.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1029 ; Conseil législatif, 1028

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Canton Magog, 1022.

ERRAUM :—Page 706, 30 mars, lire : Joseph Genest au lieu de Ernest Genest, 1030.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beaulieu .....	1086
Britannia Emporium .....	1035
Clark .....	1051

LETTRES PATENTES :—

American Amusement Coy .....	1024
Cie Immobilière de Verdun .....	1026
Cie Manufacturière de Saint-Anselme .....	1025
Joslin Bros, Ltd .....	1046
Kenogami Loan Co .....	1015

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 19.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS  
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lévesque vs Dubuque .....	1033
" Maheux vs Darveau .....	1033
" Major vs Daoust .....	1034
" Mathieu vs Bernier .....	1033
" Paige vs Brazill .....	1033
" Pelletier vs Falardeau .....	1032
" Perreault vs Lacasse .....	1032
" Reed vs Truax .....	1033
" Tager vs Matoff .....	1033
" Vaillancourt vs Daigle .....	1032

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1013.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :—The American and Foreign Marine Insurance Coy, 1919 ; The British Dominions General Insurance Coy, Ltd, 1019 ; The National Union Fire Insurance Coy, 1020 ; The Girls Cottage Industrial School, 1027 ; The Continental Insurance Coy, 1028.

NOTICE :—Regarding lands granted in the township of Hamilton, district of Gaspé, 1034 ; Cemetery Association of North Georgetown, 1035 ; Cemetery Association of Riverfield, 1034 ; Société Coopérative de Notre-Dame des Laurentides, 1022.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1029 ; Legislative Council, 1018.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Township Magog, 1022.

ERRATUM :—Page 706, 30th March, read : Joseph Genest instead of Ernest Genest, 1030.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Derôme .....	1036
Joncas & Co .....	1036
Martineau .....	1035

LETTERS PATENTS :—

Massicotte & Frère, incorporée .....	1017
Napoléon Sarrasin & Fils .....	1019
National Summer Resort Land Co .....	1046
Quebec Progressive Realty, Ltd .....	1044
Victoria Stone Coy, Ltd .....	1028

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — Canada  
Maurice Mfg Coy, 1019.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — D. mande d'annexer  
ou d'ériger : — Amherst—Arundel—Ponsonby,  
comté d'Ottawa, 1023 ; Scotstown, 1023 ; Saint  
Gabriel de la Durantaye, 1023.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE : —  
Saint-Raymond, paroisse, 1021 ; Saint-Elzéar  
—Saint-Severin, 1020 ; Onslow-Sud—Onslow-  
Centre, 1020 ; Saint-Honoré—Canton Demers,  
1020 ; Spalding—Saint-Samuel de Gayhurst,  
1020 ; Robertsonville, 1021 ; Saint-Gabriel de  
Brandon village, 1021 ; Sainte-Cécile, 1021 ;  
Saint-Anselme, 1022.

NOMINATIONS : —

Arbitre : — L'hon. Horace Archambault, 1014.

Commissaire pour recevoir affidavit : — Tancred  
Pagneulo, 1014.

Coroner : — Benj. Nathariel Wales, 1014.

Juges de Paix : — Trois-Rivières, 1013 ; Gaspé,  
1013 ; Montmagny, 1013 ; Arthabaska, 1014.

Conseil en Loi de Roi, 1014.

Recorder : — Alp. S. Pelletier, 1014.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : — J. E. E.  
Laliberté, 1023.

VENTE DE FAILLITE : — Lazanis, 1037.

VENTE PAR ENCAN : — Dominion Express Co., 1038.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA : — Ainsley vs Slater, 1037 ; Bennett  
vs Slather, 1038 ; Moore alias Maure vs Dubois,  
1038.

BEAUC : — Dion, failli, 1039 ; Perron vs Marconx,  
1038.

BEAUHARNOIS : — Lebœuf vs Dancause, 1039.

CHICOUTIMI : — Tremblay vs Gagnon, 1040.

MONTMAGNY : — Lacroix vs Audet, 1040.

MONTREAL : — Beauchamp vs Gertler, 1041.

OTTAWA : — Crédit Foncier Franco-Canadien vs  
Chaboillez, 1041.

QUÉBEC : — Banque Nationale vs Gunn, 1042 ; Fortin  
vs Duclos, 1041.

RIMOUSKI : — Asselin et al vs Beaudin, 1042.

SAGUENAY : — Cie. Massey Harris vs Gagnon, 1042 ;  
Girard vs Maltais et al, 1043.

TROIS RIVIÈRES : — Banque Hochelaga vs Morin  
fils, 1045 ; Brunelle & Héroux, faillis, 1043 ;  
Dampousse vs Fortier, 1046 ; Gélinas vs Bou-  
lard et uxor, 1046 ; Laliberté vs Fontaine,  
1044.

QUÉBEC : — Imprimé par LOUIS V. FILTEAU,  
Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Canada Mattres  
Mfg Coy, 1119.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex  
or erect : — Amherst—Arundel—Ponsonby,  
county of Ottawa, 1023 ; Scotstown, 1023 ; St-  
Gabriel de la Durantaye, 1023.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED : —  
Saint Raymond, village, 1021 ; Saint Ezeur—  
Saint Severin, 1020 ; South Onslow—Center  
Onslow, 1020 ; Saint Honoré—Demers Town-  
ship, 1020 ; Spalding—Saint-Samuel de Gay-  
hurst, 1020 ; Robertsonville, 1021 ; Saint-  
Gabriel de Brandon village, 1021 ; Sainte Cé-  
cile, 1021 ; Saint Anselme, 1022.

APPOINTMENTS : —

Arbitrator : — Hon. Horace Archambault, 1014.

Commissioner to receive affidavits : — Tancred P.  
agneulo, 1014.

Coroner : — Benj. Nathariel Wales, 1014.

Judges of Peace : — Three Rivers, 1013 ; Gaspé,  
1013 ; Montmagny, 1013 ; Arthabaska, 1014.

King's Counsel, 1014.

Recorder : — Alp. S. Pelletier, 1014.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — J. E. E. Lali-  
berté, 1023.

INSOLVENT SALE : — Lazanis, 1037.

AUCTION SALE — Dominion Express Co., 1038.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Ainsley vs Slather, 1037 ; Bennett  
vs Slather, 1038 ; Moore alias Maure vs Dubois,  
1038.

BEAUC : — Dion, insolvent, 1039 ; Perron vs Mar-  
ceau, 1038.

BEAUHARNOIS : — Lebœuf vs Dancause, 1039.

CHICOUTIMI : — Tremblay vs Gagnon, 1040.

MONTMAGNY : — Lacroix vs Audet, 1040.

MONTREAL : — Beauchamp vs Gertler, 1041.

OTTAWA : — Crédit Foncier Franco-Canadien vs  
Chaboillez, 1041.

QUÉBEC : — Banque Nationale vs Gunn, 1042 ; For-  
tin vs Duclos, 1041.

RIMOUSKI : — Asselin et al vs Beaudin, 1042.

SAGUENAY : — Cie Massey Harris vs Gagnon, 1042 ;  
Girard vs Maltais et al, 1043.

TROIS RIVIÈRES : — Banque Hochelaga vs Morin  
fils, 1045 ; Brunelle & Héroux, faillis, 1043 ;  
Dampousse vs Fortier, 1046 ; Gélinas vs Bou-  
lard et uxor, 1046 ; Laliberté vs Fontaine,  
1044.

QUÉBEC : — Printed by LOUIS V. FILTEAU,  
Printer to His Most Excellent Majesty the King.

MAY 14 1912